



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2823
9 septembre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Crise énergétique

Ce n'est pas aux travailleurs de payer!



ADOBE STOCK

**Rentrée
scolaire**

De mal en pis

Page 11

CGT

**La démocratie
ouvrière en question**

Page 13

Grande-Bretagne

**Les grèves
continuent**

Page 8

Leur société

- Profits et superprofits : taxation ou confiscation ? 3
- Hausse des prix : les travailleurs doivent se défendre 3
- PCF : l'actualité du communisme, mais lequel ? 4
- Énergie : la guerre aux travailleurs 4
- Gaz : la crise et ses profiteurs 5
- Électricité : les folies du marché 5
- Violences faites aux femmes : inaction gouvernementale 6
- Piscines : la douche froide 6
- Prisons : parler de réinsertion... sans rien faire 6
- CMA-CGM : superprofits, superparasitisme 7
- Total : profiteur et responsable de la crise 7
- Hausse de la taxe foncière : un racket de plus 7
- Rachat d'actions : les voraces 7
- Rentrée scolaire : non, ça ne se passe pas bien 11
- Cité scolaire Jean-Renoir Bondy : 30 élèves par classe, c'est trop 11
- Aller à l'école... après avoir dormi dans la rue 11
- Atsem : les invisibles se font voir 11

Dans le monde

- Grande-Bretagne : Liz Truss dans les pas de Thatcher et Johnson 8
- « Don't pay », « Enough is enough » (Ne payez pas, Trop c'est trop) 8
- Les grèves continuent 8
- Chili : la nouvelle constitution rejetée 9
- Ouïghours : les larmes bien calculées des dirigeants impérialistes 9
- Bénin : un président bon élève du Medef 10
- Allemagne : des restrictions énergétiques contre les milieux populaires 10
- États-Unis : nouveau meurtre policier 10
- Chine : immeubles abattus pour faire monter les prix 10
- Russie-Ukraine : la guerre s'installe dans la durée 16
- Irak : l'impasse de la crise politique 16

Dans les entreprises

- Korian - Poissy 12
- La Poste - Rennes 12
- Cyberattaques : la faille qui rapporte 12
- PSA-Poissy : non à l'exclusion du syndicat CGT historique 13
- Aéroport de Roissy 14
- Arc France 14
- Laurent Retread - Avallon 14
- Idelis - Pau 14
- Intérim : recruter n'est pas embaucher 14
- Deliveroo 15
- Europe-assistance Saint-Denis 15

Agenda

- Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité 3
- Meeting et fêtes régionales de Lutte ouvrière 3

Crise énergétique : payer encore et toujours, c'est non !

Nous connaissons la crise économique, l'envolée de la précarité, les salaires bloqués et le chômage. Il a fallu le Covid pour redécouvrir la violence d'une crise sanitaire. Eh bien nous voilà maintenant aux prises avec une nouvelle crise, celle de l'énergie ! Et nous mesurons une fois de plus l'impréparation et l'irresponsabilité de ceux qui prétendent diriger la société.

Oh ! ces dirigeants savent faire de beaux discours et nous demander des sacrifices quand les crises surviennent, mais ils sont incapables de les empêcher ! Tous les gouvernements sont dépassés par la situation : non seulement les factures de gaz, d'essence et d'électricité ont explosé, entraînant une envolée de tous les prix, mais en plus il faut craindre des pénuries.

Nous sommes au 21^e siècle. La France et l'Europe font partie des régions les plus riches du globe, possèdent les infrastructures et les appareils productifs les plus développés. Et voilà qu'il faut se préparer à se chauffer au minimum et à moins se déplacer, sans quoi le gouvernement nous promet des coupures d'électricité !

Les entreprises sont incitées à réduire leur chauffage et à relancer le télétravail. De nombreuses administrations ont annoncé qu'elles limiteraient le chauffage à 19° cet hiver. Des collectivités locales planifient des jours de fermeture des équipements publics, piscines, bibliothèques, gymnases... Après le confinement sanitaire, nous passons donc au confinement énergétique !

Par manque de gaz, l'Allemagne craint de devoir arrêter des complexes industriels, faisant planer la menace d'une récession sur toute l'Europe. En France, invoquant leurs factures de gaz et d'électricité astronomiques, des entreprises comme la verrerie Duralex, Arc International ou encore Ascometal sont en train de mettre une partie de leurs installations à l'arrêt. Pour leurs salariés, ce sera le chômage partiel et des pertes de salaire. Pour les intérimaires et les salariés de la sous-traitance, ce sera la porte.

La guerre en Ukraine n'explique pas tout. Certes, Poutine a fermé le robinet du gaz, mais les pénuries d'énergie ont débuté bien avant l'éclatement de cette guerre. Et comment la France, pays historiquement exportateur d'électricité, doit-elle aujourd'hui en importer et risque-t-elle d'en manquer cet hiver ?

Il n'y a qu'une explication à cela : le manque d'investissements. Il n'y a pas eu de plans d'investissements dans les énergies renouvelables, ni même dans le secteur sensible qu'est le nucléaire. Tous les gouvernements qui se succèdent depuis des décennies ont laissé les capitalistes du secteur se conduire en parasites. Ces derniers ont pu exploiter les installations et faire des profits sans se soucier d'investir, ne serait-ce que pour préserver l'avenir.

EDF, comme toutes les entreprises capitalistes, a été sommée de prouver sa rentabilité et de faire de la place à la concurrence. Après des réductions d'effectifs, le recours massif à la sous-traitance, la vente de certains secteurs à la découpe, la filière nucléaire, vantée comme « l'excellence française », manque aujourd'hui des compétences nécessaires. En attestent les problèmes de corrosion dans certaines centrales et le fiasco à 13 milliards d'euros de l'EPR de Flamanville.

Les capitalistes sont affolés devant les aberrations de leur propre système. Ils en sont même à demander que l'État reprenne les choses en main. Oui, ceux qui ont toujours fait l'éloge du marché, de l'initiative privée et de la concurrence, y compris dans le secteur énergétique, demandent que le gouvernement réglemente et planifie. Et c'est à ces dirigeants-là qu'il faudrait faire confiance !

Nous faisons déjà beaucoup de sacrifices du simple fait que tous les prix augmentent alors que les salaires ne suivent pas. Mois après mois, nous nous appauvrissons, alors que les profiteurs de crise encaissent des milliards. Et en plus de cela, il faudrait accepter d'avoir froid cet hiver, après avoir crevé de chaud cet été ?

Si encore les dirigeants économiques et politiques avaient un plan pour réparer les dégâts qu'ils ont eux-mêmes causés, mais ils n'en ont pas ! Leur politique consiste à aller là où il y a du profit à prendre, quitte à faire tout et n'importe quoi, y compris alimenter le chaos.

La société capitaliste marche sur la tête. Seuls les travailleurs peuvent remettre de l'ordre dans ce chaos : en se battant pour imposer que l'économie et la société soient organisées pour répondre aux besoins de la population. Cela commence par défendre pied à pied nos intérêts de travailleurs.

Nathalie Arthaud



Profits et superprofits : taxation ou confiscation ?



Alors que la cherté de la vie frappe chaque jour plus durement les classes populaires, les profits des grands groupes capitalistes explosent.

Champions d'Europe du versement de dividendes aux actionnaires, les 40 premiers groupes français ont réalisé 160 milliards d'euros de bénéfices en 2021.

Chaque semaine un record est battu. Avec 14 milliards d'euros, TotalEnergies avait annoncé le plus gros bénéfice annuel jamais réalisé par une entreprise française. La compagnie de fret maritime CMA-CGM vient de surpasser le pétrolier avec plus de 17 milliards d'euros de profits.

On ne peut qu'être choqué par cette débauche de richesses accumulées à un pôle de la société alors que l'on ne cesse de demander des sacrifices à l'autre. Pour sembler en résonance avec ce sentiment, nombre de partis, de la gauche à l'extrême droite, mettent donc maintenant en avant une « taxation des superprofits ».

L'expression est celle de LFI et, sur proposition du PS, la Nupes souhaite demander l'organisation d'un « référendum d'initiative partagée » sur le sujet. Le RN quant à lui a aussi tiré sur la

même ficelle en déposant un amendement sur la taxation des « bénéfiques anormaux ».

Même Elisabeth Borne, la Première ministre, avait déclaré en août dernier « ne pas écarter cette possibilité ». D'ailleurs, Macron lui-même, n'ayant aucune raison de laisser le monopole de la diversion à d'autres, vient d'annoncer son souhait d'un « mécanisme de contribution européenne qui serait demandée aux opérateurs énergétiques ».

En matière de taxe comme ailleurs, il y a deux poids deux mesures. Quand une taxe est imposée aux travailleurs, comme la TVA ou la TIPP ou des impôts, on peut faire confiance aux services de l'État pour récupérer chaque centime, grâce au concours de ses huissiers, de ses tribunaux voire de ses prisons. Quant une taxe est censée frapper la bourgeoisie, tout, dans sa conception comme dans les institutions, fiscales, judiciaires ou policières chargées de l'appliquer, la rendent inefficace. Total ne paye par exemple pas un

centime d'impôt sur les sociétés en France par le biais de l'optimisation fiscale, un jeu d'enfant pour la plupart des multinationales du CAC 40, avec la complicité totale des gouvernements et des hauts fonctionnaires.

Ainsi, attendre qu'un gouvernement – celui-là ou un autre – veuille bien taxer les profits, voire les superprofits, revient à faire patienter les travailleurs en laissant les mains libres au capital.

La véritable question est que, dans la richesse créée, la part qui revient aux travailleurs ne cesse de reculer au bénéfice du grand patronat. C'est le résultat de la guerre de classe que la bourgeoisie mène avec la complicité des gouvernements. Face à cet appauvrissement continu, la seule garantie serait que les travailleurs contractaient et défendent leurs salaires, sans attendre la très hypothétique bonne volonté d'un gouvernement, d'une majorité ou d'un sauveur suprême.

Quant aux profits, super ou non, la question n'est pas de les taxer, mais de les confisquer au bénéfice de la collectivité.

Christian Bernac

Hausse des prix : les travailleurs doivent se défendre

En août, les prix à la consommation ont progressé de 5,8% sur un an, selon l'Insee. Mais ce n'est qu'une moyenne.

Selon l'association de consommateurs Que choisir, en un an le prix du fioul s'est envolé de 67%, celui du gaz de 22%.

Les produits alimentaires ont augmenté de 8,7%. Sur l'ensemble des achats effectués en grande surface, la hausse s'établit à 9,2%.

En plus de faire valser les étiquettes, les industriels ont recours à une autre méthode consistant à réduire les quantités – la portion passant par exemple de 25 à 18 grammes, pour le même prix, voire un prix un peu plus élevé –, véritable

inflation masquée.

Dans un contexte d'emballement des prix des matières premières, distributeurs et industriels se mènent une guerre féroce pour ne pas voir leurs marges diminuer. Et comme toujours dans cette économie où l'opacité est la règle, ils se renvoient la responsabilité. Le patron de Leclerc n'hésite pas à dénoncer une « spéculation par anticipation » de la part des industriels.

Ceux-ci, de leur côté, se plaignent de la pression mise par les centrales d'achat des distributeurs

et des mesures de rétorsion qui les visent lorsqu'ils refusent de baisser leurs prix. De nombreux produits ne seraient plus référencés dans les supermarchés afin de faire plier les grosses entreprises de l'agroalimentaire dans les négociations.

Tous ces capitalistes se mènent une guerre d'autant plus âpre que la crise s'aggrave. Mais tous présentent la facture aux travailleurs et aux classes populaires. La seule façon de se défendre est d'imposer aux capitalistes l'augmentation des salaires et des pensions ainsi que leur indexation sur le coût de la vie.

David Mencas

9, 10 et 11 septembre Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité

Les 9, 10 et 11 septembre, Lutte ouvrière aura un stand à la Fête de l'Humanité qui se tiendra au lieu-dit « La base 217 », au Plessis-Pâté, près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne. À l'intérieur de la fête, le stand Lutte ouvrière sera situé rue Rosa Luxemburg.

Il y aura, le samedi après-midi, un débat avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier sur le thème : « La démocratie ouvrière, une nécessité pour l'émancipation des travailleurs – La démocratie bafouée à la CGT, l'exemple dans le groupe PSA. » D'autres débats seront

organisés tout au long de la fête, notamment sur les thèmes suivants : « L'offensive du grand patronat contre la classe ouvrière et comment se préparer à la riposte nécessaire », « Ukraine, une guerre qui profite aux États-Unis et exacerbe toutes les rivalités impérialistes » et « L'économie capitaliste en crise ».

Il y aura aussi des expositions, une vidéo sur l'internationalisme ainsi qu'une librairie avec des ouvrages sur le mouvement ouvrier, et bien sûr les publications de Lutte ouvrière.

Samedi 8 octobre à 15 heures

Meeting à Paris

Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Paris 5^e

Entrée libre

Fêtes régionales

Lyon

Samedi 24 septembre
à partir de 17 h

Dimanche 25 septembre
de 11 h 30 à 19 h

à Saint-Priest
Espace Mosaïque
47, rue Aristide-Briand

Toulouse

Samedi 24 septembre
de 18 h à minuit

Dimanche 25 septembre
de 11 h à 18 heures

à Ramonville-Saint-Agne
Salle des fêtes
Rue Irène-Joliot-Curie

Bourges

Samedi 1^{er} octobre
de 14 h à minuit

Les Rives d'Auron (près
de la Médiathèque)

Lille

Samedi 1^{er} octobre
de 15 h à minuit

à Villeneuve-d'Ascq
Espace Concorde
Cousinerie
rue Carpeaux

Orléans

Samedi 8 octobre
de 14 h à minuit

à Fleury-les-Aubrais
Salle des Bicharderies
(ZA des Bicharderies)

Rennes

Samedi 8 octobre
de 15 h à minuit

Carrefour 18
7, rue d'Espagne
(Métro Henri-Fréville)

PCF: l'actualité du communisme, mais lequel ?

« Le communisme n'a jamais été autant à l'ordre du jour », a déclaré fin août Fabien Roussel, le dirigeant du PCF. On ne peut qu'être d'accord, à condition toutefois de préciser ce que l'on entend par communisme.

Selon le *Manifeste communiste* de 1848, les communistes sont ceux qui, parmi les travailleurs, mettent en avant l'intérêt général du mouvement, l'unité internationale de la classe ouvrière, le fait que la lutte de classe débouche nécessairement sur l'affrontement révolutionnaire et

la prise du pouvoir par le prolétariat. À partir de 1917, la bannière du communisme est devenue celle de la révolution russe, de la construction d'une économie sans propriétaires privés, de la révolution mondiale. C'est sur cette base que le Parti communiste, section française de l'Internationale communiste, fut fondé.

Devenu « français » et ayant abandonné toute tradition révolutionnaire depuis bien longtemps, le PCF se borne aujourd'hui à proposer aux travailleurs, et avant tout à ses militants, un programme d'amélioration du sort des opprimés dans le cadre de la société capitaliste. Pour cela, depuis Maurice Thorez jusqu'à Fabien Roussel, il fixe comme perspective un bon gouvernement, issu d'un vote majoritaire pour une union de la gauche honnête, appuyée par un mouvement social adéquat. Et de faire référence aux précédents de 1936, 1945,

1981 et 1997.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce passé, mais la situation actuelle devrait imposer une évidence aux militants ouvriers : la classe dominante, enfermée dans une crise économique sans issue, est prête à tout, guerres, dictatures, massacres en tout genre, catastrophes de toute nature, pour conserver son pouvoir et ses privilèges. Devant ce fait, qui remplit chaque jour les journaux télévisés, le programme et la méthode proposés par la direction du PCF sont une pure utopie. Ne serait-ce que pour conserver le peu qu'ils ont, les travailleurs doivent être prêts à se battre bec et ongles.

Et c'est précisément en engageant ce combat qu'ils peuvent retrouver la voie de la lutte révolutionnaire, devenir capables d'en finir avec le capitalisme et mettre concrètement le communisme à l'ordre du jour.

Il est certes très peu probable que Fabien Roussel donne ce sens-là au mot de communisme, mais il est urgent que les militants ouvriers du PCF y réfléchissent.

Paul Galois

**Travailleurs,
forgeons**



**nous-mêmes
notre avenir !**

Sil rouge

Ministre cherche imam à expulser

Gérald Darmanin, représentant le besoin de réaffirmer son autorité de ministre de l'Intérieur, a fini par obtenir du Conseil d'État la confirmation de son arrêté d'expulsion d'un imam de nationalité marocaine pour « propos haineux envers les valeurs de la République ».

Le ministre aurait pu se déclarer satisfait puisque l'imam a de lui-même quitté le territoire français, vers la Belgique paraît-il. Mais comment prendre la pose d'expulseur d'islamiste quand on n'a plus personne à mettre dehors ?

Avant d'expulser l'imam, Darmanin devra maintenant le faire rentrer en France. Au risque d'être

inculpé pour aide à l'immigration illégale !

CNR: le gros flop

Jeudi 8 septembre, Macron inaugure son Conseil national de la refondation dont il avait lancé l'idée pendant la campagne des élections législatives, promettant que son second mandat serait placé sous le signe de la concertation avec les « forces vives » de la nation.

L'acronyme CNR visait à ratisser large puisqu'il renvoie au Conseil national de la résistance fondé mi-1943 derrière De Gaulle et rassemblant jusqu'au PCF dans une forme d'union nationale. Macron espérait peut-être que ces trois lettres suffiraient à faire consensus.

Mais son gadget politique semble devoir faire

un flop. Les partis d'opposition, de gauche, de droite et d'extrême droite refusent de jouer le jeu sous prétexte que le vrai débat devrait avoir lieu au Parlement.

La CGT et FO ont elles aussi décidé de ne pas participer. Macron ouvrira les débats à Marcoussis, dans l'Essonne, au CNR justement, qui n'est autre que le Centre national du rugby. Peut-être parce que, celui-là au moins, on voit à quoi il sert !

Météo de l'électricité: oranges en vue ?

RTE et l'Agence de la transition écologique lancent un nouvel outil numérique, Écowatt, présenté comme « la météo de l'électricité ». Il s'agit de suivre en temps réel la consommation d'électricité afin

Énergie: la guerre aux travailleurs

Entre le Conseil de défense du 2 septembre et la conférence de presse de Macron lundi 5, les déclarations martiales autour des tensions sur le coût de l'énergie n'ont pas manqué ces derniers jours. Il s'agissait de préparer les esprits aux sacrifices qui seront demandés à la population.

« Nous sommes en guerre, c'est un fait », a déclaré le président. Avec le Conseil de défense, c'est en effet une préparation quasi militaire des esprits qui s'amorce. Cela fait plusieurs mois que le gouvernement souffle le chaud et le froid, affirmant que tout est prêt et que les stocks sont remplis à plus de 90 %, qu'il n'y aura pas de problème pour l'hiver. Mais il demande aussi à toute la population « une mobilisation générale ». Sans la « sobriété » exigée, il menace de rationnements, voire de coupures.

Pour les entreprises, il s'agira de réduire le chauffage dans les bureaux et les ateliers. Certaines ont déjà prévu de réduire l'activité tout court vue l'explosion du prix de l'électricité. Elles demanderont – certaines l'ont déjà fait – un retour du chômage partiel mis en place pendant la pandémie: les salaires seraient payés en bonne partie par l'État. Mais pour les travailleurs, il faudra se serrer la ceinture. Outre la perte de salaire, ils sont invités à réfléchir à faire baisser leur

consommation de gaz et d'électricité. Il fallait oser, alors que bien des familles font déjà des économies forcées sur le gaz, l'électricité, le fioul et le carburant. Et les « experts », comme Macron lui-même, de nous abreuver de conseils tels qu'éteindre les lumières, baisser le chauffage ou « couvrir les casseroles » !

Bien sûr, le gouvernement prétend protéger la population avec quelques gestes comme les chèques énergie distribués aux plus pauvres, ou encore la prolongation du bouclier tarifaire qui permet un blocage tout relatif des prix de l'énergie notamment. Le ministre Attal a vanté ce dispositif mis en place l'année dernière et censé limiter à 4 % la hausse des prix de l'électricité au tarif réglementé. Mais pour l'année prochaine, cette hausse serait plutôt de 10, voire 20 %...

Une bonne manière d'économiser l'énergie peut déjà consister à couper la télévision quand Macron passe. Cela peut aussi soulager.

Camille Paglieri

d'anticiper les problèmes. Une notification serait alors envoyée pour inciter à participer à l'effort de réduction des tensions.

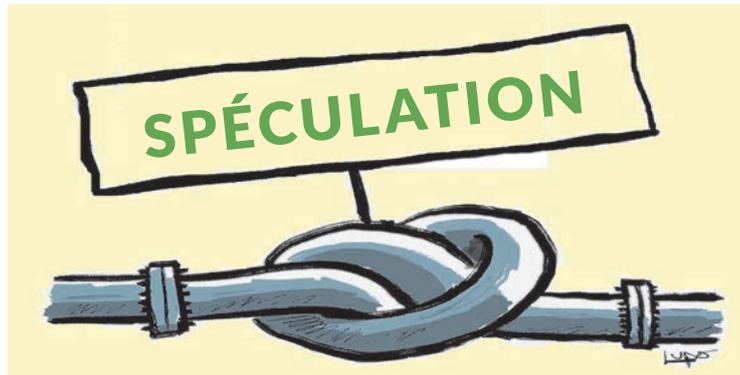
Ainsi le site conseille des gestes « responsables », comme mettre un couvercle sur les casseroles, éviter

d'imprimer des documents, attendre que la machine à laver soit pleine avant de la lancer, etc.

Pour économiser l'électricité, on peut aussi éviter de prendre les conseils de gens qui vous prennent pour des imbéciles.



Gaz : la crise et ses profiteurs



Pas un jour ne passe sans que soit annoncée une nouvelle menace sur l'approvisionnement en gaz pour cet hiver. Après la cessation, fin août, des livraisons à Engie par Gazprom « pour désaccord sur l'application des contrats », le géant russe vient d'annoncer la fermeture du gazoduc Nordstream 1.

Chacune de ces annonces fait grimper le prix du gaz sur le marché à court terme, puis celui de l'électricité qui lui est lié. Ainsi le prix du gaz a été multiplié par dix depuis un an. Tout cela alimente les inquiétudes sur un risque de pénurie, en même temps que l'agitation des dirigeants de l'Union européenne. Que Poutine utilise le gaz comme une arme économique en riposte aux sanctions occidentales et au soutien militaire massif à l'Ukraine n'est pourtant pas une surprise. Mais le fait que la production et la distribution de l'énergie soient entre les mains de sociétés privées concurrentes, toutes mues par le profit, empêche les gouvernements d'anticiper et de gérer les stocks rationnellement.

Comme toutes les crises, celle du gaz est une occasion de rebattre les cartes entre capitalistes. Quel est l'état réel des stocks de gaz chez Engie ou TotalEnergie? Quels fournisseurs remplacent Gazprom? Quel gazoduc reste en service? Quels sont les prix consentis par les divers producteurs, norvégiens, algériens ou qataris qui livrent en France? Quels industriels gros consommateurs de gaz, comme les chimistes, ont sécurisé leur approvisionnement et à quelles conditions? Lesquels se retrouvent démunis et doivent arrêter leurs installations? Tout cela fait partie du secret commercial dans lequel se drapent les capitalistes. Ainsi, des semaines voire des mois après le début de l'offensive russe en Ukraine, Engie a continué de recevoir massivement du gaz russe qui avait été négocié à

bas prix alors même que le prix du gaz s'envolait sur les marchés.

Quand ils prétendent agir pour sécuriser les approvisionnements de la France et éviter des coupures cet hiver, les ministres s'inclinent devant ce secret des affaires, les petits et gros calculs des industriels. S'ils sécurisent quelque chose, ce sont les profits de ces capitalistes, pas l'accès au gaz ou au courant électrique de toute la population. On peut en dire autant de la prétendue solidarité européenne. Ainsi, Macron vient de mettre en scène un accord avec le chancelier allemand Scholz pour fournir, en cas de besoin, du gaz à l'Allemagne en échange d'électricité. A les entendre, cet accord serait le fruit de la pure amitié franco-allemande. Macron et Scholz sont allés jusqu'à évoquer une contribution européenne sur les super-profits. Quel radicalisme! Mais derrière ce langage de Bisounours se déroule un bras de fer pour renégocier le mécanisme de calcul du prix de l'électricité sur le marché européen, dans un contexte où les centrales nucléaires françaises tournent au ralenti tandis que l'industrie allemande est privée du gaz russe.

Quel que soit le résultat de cette guerre économique, la facture sera présentée aux classes populaires, sous forme de restrictions, de coupures et de factures de plus en plus faramineuses pendant que les profits continueront à battre des records historiques. Si du moins les classes populaires se laissent faire.

Xavier Lachau

Électricité : les folies du marché

Les prix de l'électricité sur les marchés de gros européens sont devenus astronomiques : autour de 1 000 euros le mégawattheure, et même plus, contre 85 l'an dernier. Mais les prix sont en train de dérapier bien au-delà parce que le cours du gaz s'envole.

Par décision des dirigeants européens, ils ont été fixés sur le cours du gaz, pour permettre aux capitalistes de l'énergie de prospérer, de façon que la moins performante des centrales au gaz soit rentable.

Cela va peut-être changer puisque le chancelier autrichien appelle l'Union européenne « à découpler le prix de l'électricité de celui du gaz... pour arrêter cette folie ». La présidente de la Commission européenne parle « des limites du fonctionnement du marché ». Le chancelier allemand Olaf Scholz déclare que le système actuel « ne peut être décrit comme fonctionnel s'il conduit à des prix aussi élevés », etc. Une réunion est prévue le 9 septembre à l'échelle européenne. Que va-t-il en résulter? Pour le moment, mystère.

Mais ce n'est pas la seule « folie ». En France, à la différence des autres pays, c'est le nucléaire qui domine et c'est une entreprise d'État qui le gère par le biais d'EDF. Cette particularité a conduit l'UE à obtenir l'ouverture du marché à des concurrents... qui n'existaient pas. Il a fallu en trouver. La plupart

sont fictifs et ne produisent pas le moindre kWh, se contentant d'acheter du courant en gros à EDF pour le revendre au détail aux consommateurs un tout petit peu moins cher. Ces fournisseurs « alternatifs » sont plus de quarante en tout. De gros trusts se sont mis sur les rangs de cette activité, dont Engie (ex-GDF-Suez, qui bénéficie des centrales hydroélectriques de la Compagnie nationale du Rhône qui lui ont été bradées), Total (qui, outre le pétrole et le gaz, a acheté des sociétés d'électricité) et l'italien ENI, qui cherche à s'implanter en France.

Autre « folie », il a été imposé à EDF de vendre à bas prix aux « alternatifs » le quart de sa production nucléaire, soit 100 TéraWattheures, système dit de l'Arenh. Ces 100 TWh ne suffisent pas, le chiffre a été porté à 120 TWh, alors que la production nucléaire recule, mais cela ne suffit encore pas! Du coup, pour honorer les contrats, les « alternatifs » doivent compléter ce qui leur manque en achetant sur le marché de gros. Et alors là, vu les tarifs, c'est la catastrophe! Certains ferment donc boutique, demandent à leurs

clients de se reporter sur EDF, refusent de nouveaux clients, etc.

On peut se demander pourquoi les autorités maintiennent cette aberration des pseudo-producteurs alternatifs. En réalité il s'agit de favoriser les gros trusts qui en profitent.

Comme EDF manque de courant à cause de l'arrêt de certaines centrales tout en devant maintenant brader le tiers de sa production aux alternatifs, elle doit acheter aussi sur le marché de gros. Ce marché ne concernerait pas les particuliers, bénéficiant des prix réglementés et de la limitation des tarifs par l'État, mais les fournisseurs (dont EDF) et certains industriels. Ainsi EDF achète une partie de son électricité au prix de gros alors qu'elle en revend à bas prix aux alternatifs, en y perdant évidemment. Cela ne concerne pas les particuliers dit-on? Erreur car EDF va tôt ou tard majorer ses prix pour se rattraper et l'État cessera de limiter les tarifs. Et on annonce déjà, pour des dates indéterminées, une augmentation des prix de l'électricité (et du gaz, bien sûr!)

Alors cette folie du marché s'exerce au détriment de la population, mais pour le bénéfice des capitalistes de l'énergie.

André Victor



Violences faites aux femmes : inaction gouvernementale

Pour le troisième anniversaire du Grenelle des violences faites aux femmes, lancé en grande pompe le 3 septembre 2019, la Première ministre Élisabeth Borne s'est rendue dans un centre associatif d'aide aux femmes dans l'Essonne.

Le bilan de ce prétendu plan d'action se passe de commentaires: le nombre de féminicides a augmenté de 20 % en 2021. L'année dernière, 122 femmes sont mortes sous les coups de leur compagnon ou ex-compagnon, contre 102 en 2020. Parmi ces femmes, 74 % avaient signalé des violences à la police.

Bien sûr, certaines mesures ont été mises en place, comme les bracelets anti-rapprochement, ou les téléphones grave danger. Mais rien n'est véritablement à la mesure du problème. Les places en hébergement d'urgence, par exemple, restent très insuffisantes et quatre femmes sur dix qui font une demande ne peuvent être accueillies. D'ailleurs, le budget alloué aux différents dispositifs n'a quasiment pas évolué: 360 millions d'euros en 2020, alors que toutes les associations estiment les crédits nécessaires à un milliard.

Un rapport sénatorial a pointé l'absence de prévention, notamment à l'école. Rien n'a changé dans le fait que les femmes ont davantage d'emplois précaires et que leur dépendance financière à l'égard de leur conjoint rend bien des situations inextricables. Pourtant, en dehors des traditionnelles déclarations sur la nécessaire égalité salariale entre hommes et femmes, il n'est jamais question de prendre des mesures contraignantes contre les patrons.

À tous les niveaux, le bilan est le même: annonces sans moyens et inaction gouvernementale. Ne pouvant mettre en doute le bilan négatif de ces trois dernières années, Borne a annoncé le lancement d'une mission parlementaire. En créant une énième commission, le gouvernement dit clairement qu'il va continuer à ne rien faire.

Camille Paglieri

Piscines: la douche froide

L'entreprise Vert Marine a fermé lundi 5 septembre une trentaine de piscines dont elle a la gestion déléguée par les communes. Sur les 2 000 travailleurs de l'entreprise, 600 devaient être mis en chômage partiel, certains apprenant le dimanche qu'ils ne travailleraient pas le lendemain.

Les délégations de service public (DSP) se sont multipliées ces dernières décennies, l'État permettant ainsi à des entreprises privées de prélever leur part de profit sur des services essentiels à la population, comme la distribution de l'eau ou les transports publics. Vert Marine est spécialisé dans la délégation de gestion, plus récente, des piscines et patinoires. Environ 10 % des 4 000 piscines du pays sont ainsi gérées à travers des DSP.

L'entreprise justifie ces fermetures sans préavis par l'explosion de la facture énergétique. Il s'agit surtout d'un moyen de faire pression sur les pouvoirs publics afin qu'ils mettent la main au portefeuille. La direction de Vert Marine réclame «aux instances locales et gouvernementales (...) les décisions nécessaires et inédites pour revenir à des coûts supportables de l'énergie».

Cet été, en pleine canicule, la hausse des factures d'énergie avait déjà conduit des piscines, y compris celles gérées directement par les collectivités territoriales, à réduire leurs horaires d'ouverture. Dans des communes populaires,

municipales ainsi que les piscines gérées par le privé pouvaient bénéficier d'aides de l'État.

Malgré les discours politiques –assurer l'apprentissage de la natation est censé être l'une des priorités du gouvernement–, le nombre de piscines et les horaires d'ouverture étaient déjà insuffisants pour que les enfants puissent réellement apprendre à nager sur le temps scolaire, les clubs sportifs s'entraînent dans de bonnes conditions et les baigneurs du dimanche pratiquer leur loisir tranquillement. La crise énergétique s'ajoute pour réduire encore plus leurs possibilités d'accès.

Nadia Cantale



Prisons: parler de réinsertion... sans rien faire

Jeudi 1^{er} septembre, le ministre de la Justice Dupont-Moretti a réuni une vingtaine de représentants de grandes sociétés, dont L'Oréal et Hermès, pour les inciter à recourir à la main-d'œuvre carcérale à l'aide du contrat d'emploi pénitentiaire (CEP) voté au printemps.

La réunion aurait été prévue depuis longtemps mais la large publicité qui lui a été faite vise probablement à donner l'image

d'un ministre qui reprend la main après la polémique déclenchée 15 jours auparavant suite à une séance de karting à la prison de

Fresnes.

Moins d'un prisonnier sur trois exerce un emploi, en général pour l'administration pénitentiaire. Il y a vingt ans, c'était le cas de la moitié d'entre eux, mais les destructions d'emplois dans les secteurs de la fabrication textile, de meubles ou le conditionnement ont considérablement diminué le recours au travail des prisonniers.

Comme dans le reste de la société, avoir de l'argent est pourtant indispensable en prison, où bien des choses sont payantes: 14 euros par mois pour une télévision, environ 100 euros pour 20 minutes d'appels quotidiens... Au-delà des maigres ressources financières

apportées par un emploi, celui-ci permet aussi de limiter l'isolement et d'atténuer la difficulté de la réinsertion, après avoir purgé sa peine.

Le CEP, instauré pour apâter les employeurs, leur propose sur un plateau des travailleurs aux droits et aux salaires réduits: la prison gère le recrutement, la paie, et met gratuitement à disposition les espaces de travail nécessaires. À 4,88 euros de l'heure, le salaire minimum équivaut à moins de la moitié du smic, et des exonérations de cotisations patronales sont prévues. Il est vrai que l'administration, elle, se réserve le droit de verser des salaires inférieurs à 3 euros de l'heure. Enfin, pour les travailleurs incarcérés,

il n'existe ni arrêt maladie, ni droit aux congés, ni indemnisation pour chômage technique.

Ce CEP n'intéresse pas beaucoup les patrons et semble surtout destiné à permettre au gouvernement de faire croire qu'il se soucie de la réinsertion des prisonniers. Mais la réalité est tout autre: aujourd'hui, plus que jamais, des dizaines de milliers de personnes sont entassées dans des établissements pénitentiaires surpeuplés. Que ces conditions inhumaines transforment les prisons en école du crime, les ministres, Dupont-Moretti comme ses prédécesseurs, s'en moquent totalement.

Sacha Kami



CMA-CGM : superprofits, superparasitisme

Rodolphe Saadé, président et principal actionnaire du troisième armateur mondial, a présenté le résultat trimestriel de la CMA-CGM. Entre avril et juin, la compagnie a fait plus de 7 milliards d'euros de bénéfices et continue de faire exploser tous les compteurs.

Ces profits insolents résultent de l'augmentation des prix du fret découlant des à-coups de l'économie mondiale. 95 % du commerce international passe par la mer, dont une

bonne partie sur les lignes de porte-conteneurs entre l'Asie, l'Amérique et l'Europe. Trois alliances, en fait trois compagnies géantes, dont la CMA-CGM, ont le monopole de cette activité

et s'entendent pour se partager le marché et fixer les tarifs. L'énorme quantité de marchandises immobilisées par l'épidémie de 2019-2020, l'engorgement des ports, le manque de navires, de marins, de dockers, de conteneurs ont créé des goulots d'étranglement et les prix du fret ont explosé, certains ayant été multipliés par dix à partir de la fin de l'année 2020. Les trois géants ont alors fait des bénéfices colossaux et, depuis, rachètent à tour de bras concurrents, installations portuaires, sociétés de transports, lignes de chemin de fer, compagnies aériennes etc.

Ces superprofits, qui sont pour beaucoup dans l'augmentation générale des prix à la consommation, ont été acquis non pas parce que le système fonctionne, mais précisément parce qu'il bloque, non par

la concurrence mais par le monopole et sous l'aile protectrice des États européens. Ces derniers ont en effet non seulement voté une loi qui permet la constitution de groupements d'armateurs, mais inventé un système d'imposition à leur service exclusif. Ainsi CMA-CGM acquitte un impôt de 2 % sur ses bénéfices, car il est calculé sur le tonnage de ses navires et pas sur son chiffre d'affaires. De plus la compagnie a bénéficié de la sollicitude des pouvoirs publics à chaque étape de son développement depuis trente ans. Grâce aux gouvernements successifs, elle a pu acquérir ses concurrents pour une bouchée de pain, profiter de lois et de règlements édictés pour elle, voir ses affaires accompagnées par les services diplomatiques aux quatre coins du monde et, bien entendu, être

renflouée par les deniers publics lors de la crise de 2008. Il faut donc, comme le ministre Bruno Le Maire, être tombé en extase mystique devant le veau d'or, pour ignorer « ce que sont les superprofits ».

Le patron de CMA-CGM, lui, manifestement, le sait. C'est pourquoi il prend les devants et annonce que les affaires ne seront pas toujours aussi bonnes, que 90 % des profits seront réinvestis et, chantilly sur le conteneur, que la compagnie consacra 1,5 milliard d'euros à se verdir. En attendant, grâce à son parasitisme organisé et à ses liens avec l'État, au prix d'une augmentation générale des prix et du chaos économique, son entreprise est cette année la plus rentable du pays et sa famille est dans les cinq premiers milliardaires français.

Paul Galois



Total : profiteur et responsable de la crise

Depuis le 1^{er} septembre, la ristourne sur les prix des carburants automobiles décidée par le gouvernement est passée de 18 à 30 centimes. De son côté, TotalEnergies joue les grands seigneurs et accorde une remise de 20 centimes par litre de carburant sur son réseau de stations-service.

Alors que, pendant des semaines, le carburant était vendu autour de deux euros le litre, les automobilistes ont donc pu remplir leur réservoir en payant parfois moins de 1,50 euro le litre. Ces ristournes ne sont prévues que pour quelques semaines et les prix à la pompe variant au jour le jour, plus vite à la hausse qu'à la baisse, rien ne garantit que l'on ne retrouve pas très vite des carburants autour de deux euros.

Les files de voitures devant les stations-service Total, rapidement en rupture de stocks, montrent que le groupe pétrolier a fait une bonne opération commerciale, qui va peut-être même lui permettre d'augmenter encore ses profits, déjà farmineux. Pour l'ensemble de

l'année 2021, ceux-ci avaient atteint 14 milliards d'euros, un niveau historique. Sur les six premiers mois de l'année 2022, TotalEnergies a déjà réalisé plus de 18 milliards de dollars de bénéfices. Mais ce groupe n'est pas seulement un profiteur de crise, il a contribué à la provoquer par sa politique de prix, commencée bien avant le déclenchement de la guerre en Ukraine. Les dirigeants de ce groupe se moquaient bien des conséquences de leurs spéculations sur l'ensemble de l'économie et sur les conditions de vie des populations. Pour TotalEnergies, la ristourne de quelques centimes n'est qu'une petite goutte d'or noir dans un océan de profits.

Boris Savin

Hausse de la taxe foncière : un racket de plus

Les avis de paiement de la taxe foncière arrivent dans les boîtes aux lettres. L'augmentation moyenne est de 1,9 %, la plus forte depuis douze ans.

Dans certaines villes, elle atteint même des sommets : 18,8 % à Mantes-la-Jolie et 15 % à Bagnolet, en région parisienne, 14,2 % à Martigues, 13,1 % à Marseille, etc.

Cette hausse est d'abord due à une revalorisation générale liée désormais à l'inflation, fixée à 3,4 % en 2022 contre 0,2 % l'année précédente, mais surtout à une baisse des revenus des communes. L'État se désengage de plus en plus de leur

financement, notamment au travers de la suppression progressive de la taxe d'habitation et de la réduction de diverses subventions, alors que les communes doivent faire face à une augmentation de leurs dépenses, à commencer par la hausse du prix de l'énergie qui pèse sur leur budget.

La taxe foncière est payée par les propriétaires, mais la plupart sont loin d'avoir des revenus leur permettant de s'offrir des villas de luxe

sur la Côte d'Azur. Pour le plus grand nombre, il a souvent fallu des années de travail et d'économies pour accéder à la propriété de leur appartement ou pavillon, quand les prix de l'habitat n'étaient pas exorbitants. Ainsi, à Marseille, selon l'Insee, un propriétaire sur dix vit en dessous du seuil de pauvreté, et ce n'est certainement pas la seule ville dans ce cas. La hausse de la taxe foncière, s'ajoutant aux nombreuses augmentations de prix, va enfoncer encore un peu plus les plus démunis.

Marianne Lamiral

Rachat d'actions : les voraces

Au premier semestre, les grandes entreprises européennes ont procédé massivement au rachat de leurs propres actions.

Les actions rachetées seront ensuite détruites, ce qui permet d'augmenter les dividendes versés aux détenteurs des actions encore en circulation.

Le montant de ces rachats a triplé en un an,

atteignant 70 milliards d'euros.

Les entreprises françaises ne sont pas en reste. En tête de classement on retrouve TotalEnergies, pour près de 2,9 milliards d'euros, suivi par AXA pour plus de 1,5 milliard. Au total, les 120 plus grosses entreprises françaises ont dépensé 15,1 milliards au premier semestre. À ce rythme, le

record de 28,7 milliards de l'an dernier pourrait bien être battu.

Ces milliards se trouvent ainsi consommés dans des opérations purement financières, sans aucune retombée utile pour la société, pour le seul profit d'une minorité de richissimes parasites.

David Mencas

Grande-Bretagne : Liz Truss dans les pas de Thatcher et de Johnson

Lundi 5 septembre, les résultats du vote interne au Parti conservateur sont tombés : sans surprise, Liz Truss a battu Rishi Sunak par 57 % des voix contre 43 %.

Nouvelle cheffe du parti, elle a été intronisée nouvelle Première ministre par la reine dès le lendemain, en remplacement de Boris Johnson, poussé vers la sortie début juillet par le scandale du Partygate et une vague de démissions chez ses ministres.

Dans une campagne très à droite où les rivaux, tous deux pro-Brexit, n'étaient guère différents, Truss a sans doute bénéficié de sa loyauté à l'égard de Johnson. Elle est en effet restée jusqu'au bout la ministre de ce politicien vomé par la population mais encore adulé chez les Tories ; tandis que Sunak, bien que chouchou des députés du parti, est passé pour le traître en démissionnant de son poste de ministre de l'Économie début juillet. Les 172 000 votants ont donc tranché en faveur de cette candidate dont le programme se limitait à moins d'impôts pour les riches et plus de fermeté envers syndicalistes et grévistes, un discours séduisant

pour cet électorat aussi cossu que réactionnaire.

Contrairement à ses prédécesseurs Cameron et Johnson, Truss n'est pas issue de la haute bourgeoisie, ce en quoi elle ressemble à son idole Margaret Thatcher. Mais son parcours politique témoigne d'un dévouement au grand patronat tout aussi affirmé que celui de la Dame de fer. D'abord économiste chez Shell, élue députée pour la première fois en 2010, elle a été à partir de 2012 de tous les gouvernements conservateurs qui, sans relâche jusqu'à nos jours, ont imposé aux travailleurs austerité et précarité tout en aidant les capitalistes à accumuler des fortunes.

Truss, qui avait fait campagne contre le Brexit en 2016, s'est ravisée depuis pour les besoins de sa carrière. Plus récemment, pour battre Sunak, elle a aligné des déclarations contradictoires. Malgré ce côté girouette, sa constance dans la rhétorique

nationaliste et ultra-libérale a été récompensée. La voici donc aux commandes de l'État pour faire payer à la classe ouvrière le prix de la crise. Or la flambée des prix en Grande-Bretagne entraîne depuis le début de l'été une vague de grèves, sans précédent depuis les années 1980.

Dans ces conditions, il n'est pas sûr qu'il suffise à Truss, pour éteindre la colère, de copier-coller Thatcher ou même de reprendre à son compte les aumônes évoquées par Sunak pendant leur compétition.

Thierry Hervé



JANE BARLOW AP

Les grèves continuent



Des grévistes de Royal Mail.

En Grande-Bretagne, les grèves continuent pour des augmentations de salaire qui permettent de faire face à l'inflation. Celle-ci, qui a déjà dépassé 10 % sur un an (un record dans les pays du G7), pourrait dépasser 20 % en 2023.

Cette menace explique la persistance des grèves et l'émergence, en parallèle, d'autres formes de protestation.

Mercredi 31 août, 150 000 travailleurs de Royal Mail, British Telecom et Openreach ont fait grève le même jour. Ils n'avaient jamais été aussi

nombreux à cesser le travail en même temps depuis le début de ce que les médias britanniques appellent « l'été du mécontentement ». C'est dit en référence à « l'hiver du mécontentement » de 1978-1979, vague de grèves elle aussi motivée par l'insuffisance des salaires. Chez Royal Mail, plus de 100 000 travailleurs devaient d'ailleurs se remettre en grève jeudi 8 et vendredi 9 septembre.

Privatisée il y a sept ans, l'entreprise de tri et de distribution du courrier a amassé près de 800 millions de livres de profits ces deux dernières années, dont la moitié a été reversée aux actionnaires. On comprend que les postiers aient du mal à avaler l'offre de 3,5 % faite par la direction, conditionnée de plus à l'annualisation des horaires et à des suppressions d'emplois. Dans la foulée des travailleurs des postes

**“Don't Pay”,
“Enough is enough”
(Ne payez pas, Trop c'est trop)**



Face à la hausse délirante des tarifs de l'énergie domestique, deux campagnes sont apparues il y a peu : « Don't pay » et « Enough is enough ».

La première propose de refuser les prélèvements automatiques à partir du 1^{er} octobre. Cette pétition, lancée par des anonymes, a recueilli plus de 157 000 signatures.

Ce résultat est important mais encore loin du million espéré. Rien ne dit, par ailleurs, que les signataires iront réellement jusqu'au refus de payer, avec les risques de coupures que cela implique. Enfin, les consommateurs les plus pauvres ne payent pas par prélèvement mais en fonction de leurs besoins immédiats en mettant des pièces ou une carte prépayée dans leur compteur. Ils ne peuvent donc participer à cette forme d'action... si ce n'est en cessant de se chauffer.

Quant à la seconde campagne, elle est menée par des dirigeants syndicaux et soutenue par des travaillistes de gauche. Ses cinq revendications sont la hausse des salaires, la baisse des factures d'énergie, la fin de la pauvreté alimentaire, des logements décentes, des impôts sur les grandes fortunes. Elles ont été approuvées par plus de 500 000 signataires. La pétition n'invite pas à refuser de payer les factures mais prend la forme d'une série de meetings dans les plus

grandes villes du pays, dont certains ont déjà rassemblé des centaines de personnes. Une journée d'action nationale est prévue samedi 1^{er} octobre.

Le besoin de se rassembler pour protester en masse contre la hausse vertigineuse des prix est légitime. Il l'est d'autant plus que, même lors des journées de grève les mieux suivies, les chefs syndicaux n'ont pas invité les grévistes à se retrouver pour aller manifester ensemble, ni même à se rendre visite entre piquets. Mais Enough is enough est aussi, pour la gauche réformatrice, une façon de tourner le dos au terrain des entreprises et de faire diversion, avec en ligne de mire rien d'autre qu'une possible victoire électorale du Labour Party en 2024 ou 2025.

« La classe ouvrière est de retour », a déclaré Mick Lynch, le cheminot porte-parole du syndicat RMT, et cela rencontre de l'écho chez bien des travailleurs. Mais elle ne pourra faire plein usage de sa force retrouvée que si les travailleurs contestent la direction de leurs luttes aux bureaucrates qui les atomisent ou les mènent vers des voies de garage.

T. H.

et télécommunications, des grèves sont de nouveau annoncées chez les conducteurs de train le 15 septembre et chez le personnel navigant les 26 et 27, et de nouvelles catégories de salariés prévoient des journées de grève à l'automne.

Dans l'effervescence sociale en cours, ce ne sont pas seulement les bas salaires qui sont rejetés, c'est plus largement la dégradation des

conditions de travail, la précarisation, la multiplication des petits boulots mal payés qui poussent à faire des journées à rallonge. Les presque quatre décennies pendant lesquelles les syndicats sont restés l'arme au pied ont conduit à des reculs profonds contre lesquels enfin une fraction du monde du travail relève la tête, avec le soutien moral du plus grand nombre.

T. H.

Chili: la nouvelle Constitution rejetée

Lors du référendum du 4 septembre, presque 62% des électeurs chiliens ont voté « je rejette », refusant ainsi le projet de nouvelle Constitution censée remplacer celle datant de la dictature militaire de Pinochet (1973-1990).

Le vote a donc confirmé, et au-delà, les sondages. Le président de centre gauche, Gabriel Boric, avait déjà fait savoir que, en cas d'échec, il relancerait un processus constitutionnel, et il l'a redit suite à ce rejet.

Le piège tendu à la population entrée en lutte en octobre 2019 continue ainsi de fonctionner. Cette révision constitutionnelle avait été conçue par le président de droite Piñera comme une voie de garage face à une mobilisation populaire dont il ne venait pas à bout.

En 2019, le rejet d'une augmentation du prix du ticket de métro par des étudiants avait mis le feu aux poudres, dans un pays où les inégalités sont criantes et où la population subit, depuis la dictature, des politiques de privatisation à outrance qui, pour les classes populaires, ont mis à bas l'éducation, la santé, les retraites et le logement.

Le 25 octobre 2019, lorsqu'un million de manifestants avaient envahi les rues du pays, la présidence avait d'abord réagi par la répression. Puis, la mobilisation ne faiblissant pas, Piñera avait proposé de réviser cette Constitution.

Dans cette manœuvre, le président avait reçu le soutien de la plupart des partis de

gouvernement qui, le 15 novembre 2019, signaient un accord « pour la paix sociale ». Les manifestations ont ainsi cessé, de façon à faire rêver leurs participants à une « bonne » Constitution, qui réglerait tous les problèmes sociaux qu'ils endurent.

Le 15 octobre 2020, plus de 78% des électeurs votaient donc pour une réforme de la Constitution. Et, en mai 2021, une Convention constitutionnelle de 155 membres parmi lesquels 17 représentants des peuples indigènes, était élue pour rédiger le projet qui vient d'être rejeté.

En fait, outre les élus indigènes, ces élus représentaient surtout les partis de la gauche dite radicale, et des personnalités intellectuelles dites indépendantes, tandis que les partis traditionnels étaient écartés.

Certains s'interrogent maintenant pour savoir ce qui a mécontenté les électeurs. On évoque la suppression du Sénat, le droit à l'avortement ou le pouvoir que cette Constitution aurait pu donner aux peuples indigènes qui revendiquent certaines terres. Quoi qu'il en soit, et comme l'avaient imaginé les politiciens qui l'ont mise en place, cette carotte constitutionnelle a permis de dévoyer la lutte amorcée en

octobre 2019. Bien des participants de ce mouvement ont pu croire que le fait d'inscrire dans une Constitution le droit au travail ou au logement pourrait en faire une réalité.

Déjà, en 1862, le fondateur du mouvement ouvrier allemand, Ferdinand Lassalle, s'était penché sur ce qu'est une Constitution. Il en avait conclu que ce qui compte vraiment, c'est le rapport de force existant dans la société entre la classe dirigeante et les classes exploitées. En abandonnant le terrain de la rue, les manifestants de 2019 ont lâché la proie pour l'ombre.

Le président de centre gauche annonce maintenant qu'il va relancer le processus constitutionnel en y réintroduisant les partis traditionnels, y compris ceux qui, à droite, ont fait campagne pour le rejet. La droite la plus conservatrice s'est dite partante. Il en sortira peut-être un texte plus consensuel. Mais, en attendant, le sort des classes populaires ne changera pas et on les priera de continuer d'attendre la satisfaction des aspirations qui les ont mobilisées en 2019.

Les travailleurs et les populations les plus déshéritées subissent au Chili comme dans le reste du monde une forte inflation, qui est de 13%. Elles ne se laisseront peut-être pas ainsi lanterner indéfiniment.

Jacques Fontenoy



Des Ouïghours dans un camp au Xinjiang.

Ouïghours: les larmes bien calculées des dirigeants impérialistes

Quelque quinze minutes avant la fin de son mandat, la Haute-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a fait publier un rapport qui reprend, souvent à demi-mot, les dénonciations de plusieurs organisations internationales de la répression de masse exercée par l'État chinois à l'encontre des Ouïghours, peuple turcophone et de tradition musulmane vivant dans la province du Xinjiang.

Au cours des dernières années, 10 à 20% de la population ouïghoure adulte auraient été internés par le régime dans de prétendus « centres de formation professionnelle », subissant des mauvais traitements, parfois torturés et soumis à la stérilisation forcée, interdits de parler leur langue ou de pratiquer leur religion et soumis au travail forcé.

Des dirigeants américains et européens se sont dits choqués, se posant en défenseurs des droits de l'homme. Les mêmes sont pourtant bien silencieux face aux atteintes contre ces droits venant d'États alliés, par exemple face aux 400 000 morts causés par la guerre menée au Yémen par l'Arabie saoudite, avec la bénédiction des États-Unis et de la France, ou lorsqu'il s'agit du sort réservé aux Palestiniens par l'État israélien.

Le traitement barbare infligé aux Ouïghours est une réalité et il y a toutes les raisons de le dénoncer. Mais ce que les dirigeants occidentaux reprochent en réalité à l'État chinois, ce ne sont pas ses méthodes dictatoriales; c'est le fait de s'affranchir un peu de la tutelle de l'impérialisme sur le terrain économique et militaire. Leur défense des Ouïghours est un moyen de masquer leurs véritables objectifs en se présentant abusivement comme des champions de la défense des droits humains.

Quant aux grandes entreprises du prétendu « camp démocratique », elles ont toujours su profiter des régimes

dictatoriaux pour faire fructifier leurs affaires, y compris au Xinjiang. Plusieurs rapports publiés en 2020 et 2021 ont désigné des dizaines de grandes entreprises du textile, de l'électronique et de l'automobile (Apple, Nike, Zara, BMW...) bénéficiant de l'exploitation et du travail forcé des Ouïghours. Cela a conduit certaines d'entre elles à jurer qu'aucun de leurs sous-traitants directs n'utilisait le travail forcé ou à promettre qu'elles se refusaient à vendre des produits fabriqués au Xinjiang.

On sait ce que valent les professions de foi humanistes des capitalistes, dont les mensonges sont solidement protégés par le secret des affaires, d'autant que les rapports indiquent l'existence de nombreux transferts de prisonniers vers des usines situées dans d'autres provinces du pays. Quant au Xinjiang, en 2021, il s'y récoltait encore 20% de la production mondiale de coton, et il est certain qu'une partie sert à la confection des textiles vendus par les capitalistes occidentaux.

Les dirigeants du monde impérialiste se partagent les rôles: il y a ceux qui sont aux manettes des États, capables d'utiliser la question des droits de l'homme quand cela sert leurs manœuvres diplomatiques et militaires; et il y a ceux, à la tête des grandes entreprises, qui tirent profit de l'exploitation, partout dans le monde, et pour lesquels l'argent n'a pas d'odeur.

Sacha Kami



À Santiago du Chili, le 25 octobre 2019.

Bénin : un président bon élève du Medef

Patrice Talon, le président du Bénin, était convié le 30 août à l'université d'été du Medef. Il s'agissait d'inciter les capitalistes à investir dans ce pays, « une oasis » selon lui, et de leur donner des garanties.

Cette ancienne colonie française de 12 millions d'habitants bénéficie des attentions de l'impérialisme français par ces temps d'incertitudes dans son pré carré ouest-africain. Après la visite de Macron à la tête d'une délégation patronale au mois de juillet, le chef d'État béninois

était cette fois invité par le grand patronat. Il a vanté ses méthodes autoritaires appréciées du monde des affaires. « Désormais la grève est interdite dans les secteurs vitaux comme la santé... », « dans les autres secteurs la grève est limitée à deux jours maximum par mois et à dix jours par an » : c'est par ces

Allemagne : des restrictions énergétiques contre les milieux populaires

Robert Habeck, ministre de l'Économie et du Climat, membre des Verts, met en place des mesures d'économies d'énergie.

Un décret interdit à partir du 1^{er} septembre les publicités lumineuses ou l'éclairage des bâtiments la nuit. Mais il prévoit aussi que le chauffage dans les pièces de travail des bâtiments publics, hors hôpitaux, soit plafonné à 19 degrés, et même à 12 degrés là où les employés exercent un travail « physique intense ». De plus, il sera éteint dans les parties communes (entrées, halls, couloirs) et il n'y aura plus d'eau chaude pour se laver les mains !

L'eau chaude a d'ores et déjà été coupée dans certaines installations sportives, et même dans des écoles.

Les restrictions de chauffage au travail ou à l'école vont s'ajouter, pour les milieux populaires, à celles que l'inflation va leur imposer chez eux : la facture de gaz dépasse déjà 1000 euros pour certaines familles.

Les seuls qui ne paieront pas sont les trusts de l'énergie et les autres grandes entreprises riches à milliards.

Frédéric Gesrol



Geoffroy Roux de Bézieux et Patrice Talon.

mots que le dirigeant s'est exprimé devant un parterre de patrons admiratifs. De même, le salaire minimum mensuel à moins de 80 euros peut faire saliver les investisseurs, ainsi que le droit du travail « dérégulé » : on peut embaucher en CDD indéfiniment... Le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, n'a pu contenir sa joie devant une corbeille si bien garnie.

Depuis quelques années,

le régime Talon a bâillonné l'opposition politique. Les opposants sont pourchassés, emprisonnés. Aucun parti d'opposition n'a pu participer aux dernières élections législatives d'avril 2019.

L'ordre est donc assuré et c'est toujours bon pour les affaires.

Patrice Talon a rappelé avec une rare franchise une leçon fondamentale : si la bourgeoisie des pays

riches se permet le privilège de quelques apparences démocratiques, dans les pays qu'elle pille elle préfère miser sur des hommes de main ; rien de mieux alors qu'un homme à poigne capable de faire exécuter les ordres. Cette disponibilité à satisfaire les désirs de l'impérialisme français a été saluée par les applaudissements nourris de l'auditoire.

Michel Tinas

États-Unis : nouveau meurtre policier

Dans la nuit du 30 au 31 août, à Columbus, dans l'Ohio, Donovan Lewis, âgé de 20 ans, a été tué par balle dans son lit par trois policiers qui s'étaient introduits chez lui munis d'un mandat d'arrêt et accompagnés d'un chien.

La scène, filmée par la caméra-piéton d'un des policiers, a fait le tour des réseaux sociaux et déclenché la colère de la population de Columbus.

Ce meurtre d'un jeune Noir désarmé vient s'ajouter à la longue liste d'habitants tués par la police, en particulier dans les quartiers populaires. D'après le *Washington Post*, aux États-Unis au moins 1 055 personnes, soit près de trois par jour, ont été tuées par

balle par des policiers en 2021.

Les Noirs, qui représentent 13 % de la population, courent deux fois plus de risques d'être tués que les Blancs. Dans l'immense majorité des cas, ces meurtres restent impunis : en quinze ans, entre 2005 et 2020, seuls 110 policiers ont été inculpés pour homicide, et cinq condamnés pour meurtre.

Rien n'a changé depuis le meurtre de George Floyd

en mai 2020, étranglé de sang-froid par un policier blanc, en pleine rue et en plein jour.

Pour éteindre la vague de colère déclenchée par la vidéo insoutenable de sa mort, les autorités américaines ont alors dû organiser un procès spectaculaire et condamner son tueur, mais les mœurs policières sont restées les mêmes. Dans une société qui repose sur la violence de l'exploitation et des inégalités sociales, la vie d'un jeune de quartier populaire, a fortiori s'il est noir, ne vaut pas grand-chose aux yeux des policiers et de la justice.

Julie Lemée

Chine : immeubles abattus pour faire monter les prix

Le gouvernement chinois a ordonné la destruction de gigantesques immeubles neufs, par dizaines, dans tout le pays. Pour d'autres, la construction est à l'arrêt depuis des mois voire des années. Cela représenterait au total un nombre d'appartements qui pourraient loger 75 millions de personnes, plus que toute la population française réunie.

Les promoteurs du pays ont fait fortune grâce à l'énorme exode rural qui a eu lieu avec l'industrialisation des dernières décennies. Les grands groupes de construction se sont endettés pour construire toujours plus, et ont spéculé avec l'argent des petits propriétaires qui leur achetaient des appartements sur plan, avant qu'ils ne soient

construits.

Depuis au moins un an, ce marché de l'immobilier s'enfonce dans la récession. Les grands groupes comme Evergrande, dont la situation de quasi-faillite a fait la une de la presse internationale, sont apparus comme incapables de payer leurs dettes et même de trouver l'argent nécessaire pour finaliser la construction des

appartements qu'ils avaient déjà vendus à des centaines de milliers de personnes.

Aujourd'hui, celles-ci n'ont toujours pas reçu leur logement mais n'en doivent pas moins continuer de rembourser leur prêt immobilier. Cet été, leur colère a été telle que, par milliers, dans plusieurs villes du pays, elles ont osé manifester et commencer une grève du remboursement de leur prêt.

Pour les ouvriers du bâtiment, la situation est catastrophique. Beaucoup sont obligés de camper au pied de l'immeuble sur lequel ils travaillaient, souvent à des centaines de kilomètres

de chez eux, à attendre la paye que leur employeur leur doit et à espérer que les chantiers repartent.

Le gouvernement chinois a essayé de relancer le marché immobilier en baissant le taux d'intérêt des prêts. Mais rien n'y fait. Les appartements neufs ne trouvent pas d'acheteurs. On comprend pourquoi, vu les déboires de tous ceux qui attendent depuis des mois la livraison de celui qu'ils ont acheté. Et si la dernière décision du gouvernement a été de faire détruire massivement des appartements neufs qui auraient pu loger des millions de personnes, son seul but est de tenter

d'enrayer la chute des prix

Cela rappelle que, pendant les années qui ont suivi la crise de 1929, le gouvernement des États-Unis avait eu des politiques similaires. Des primes étaient données aux fermiers pour qu'ils arrachent et détruisent ce qu'ils avaient cultivé. Le café était brûlé dans les chaudières. Les oranges étaient mazoutées pour que personne ne puisse les manger...

Ce qui se passe en Chine ne condamne pas seulement le gouvernement et les promoteurs de ce pays mais surtout l'économie capitaliste elle-même.

Pierre Royan

Rentrée scolaire : **non, ça ne se passe pas bien**

« On a une rentrée qui se passe bien », a déclaré Elisabeth Borne lors de sa visite dans un collège de la Somme jeudi 1^{er} septembre. Le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, qui l'accompagnait, s'est tout de même senti obligé de rajouter : « Il y a des difficultés ici et là. »

En fait de difficultés, il manquait des professeurs dans la moitié des établissements qui ont répondu à l'enquête du syndicat SNES-FSU. Par exemple, au lycée de Gagny, en Seine-Saint-Denis, il en manquait sept, en anglais, histoire-géographie, sciences de l'ingénieur,

allemand. Au collège Gambetta à Paris, trois postes d'enseignants n'étaient pas pourvus, ainsi que celui de documentaliste. Comme à chaque rentrée, les infirmières, médecins scolaires, psychologues, assistantes sociales doivent partager leur temps entre plusieurs

établissements, voire sont complètement absents. Il manque des assistants d'éducation, du personnel de direction, des AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), ce qui prive de nombreux élèves handicapés d'une scolarisation normale. Et les classes surchargées, à 35 élèves, se multiplient en lycée.

La presse s'est inquiétée du recrutement et de la formation de milliers de contractuels en urgence, juste avant la rentrée. Mais c'est en fait depuis des

années que des milliers de contractuels doivent se débrouiller devant des classes, souvent sans avoir eu une seule heure de formation.

Dès lundi 5 septembre, certains établissements étaient en grève pour réclamer plus de personnel.

La rentrée 2022 ressemble en fait à celle des années précédentes, en pire, car la pénurie de personnel s'aggrave. En déclarant qu'elle se passe bien, la Première ministre montre son mépris pour l'éducation



et pour tous ceux qui font ce qu'ils peuvent face à la pénurie de personnel des établissements scolaires.

Hélène Comte

Cité scolaire Jean-Renoir – Bondy : **30 élèves par classe c'est trop!**



La classe supplémentaire à créer à Jean Renoir.

Lundi 5 et mardi 6 septembre, la moitié des enseignants du collège lycée Jean-Renoir ont fait grève.

En effet, début juillet, quelques jours avant les vacances d'été, ils avaient appris que le rectorat augmentait les effectifs des classes technologiques en filière gestion (STMG) voulant les faire passer de 24 à 30 élèves! Les enseignants avaient alors dénoncé l'attaque et prévu d'en reparler

à la rentrée si le seuil des 24 était dépassé.

Cette annonce avait d'autant plus choqué et mis en colère que, grâce à une longue grève menée en 2014, les enseignants avaient conservé le seuil maximum de 24 élèves en filière technologique. Certains disaient : on ne s'est pas battu il y a huit ans pour accepter aujourd'hui sans rien dire le coup de force du rectorat!

Les grévistes réclament l'ouverture d'une cinquième classe de première STMG, ce qui permettrait de maintenir les classes à 24. Directement concernés ou non par cette filière, ils ont conscience que cela revient à toucher aux conditions de travail de tous. En effet, les classes surchargées sont le lot commun avec 30 élèves par classe en seconde, 35 en première et un BTS à 38!

D'autres établissements étaient aussi en grève et tout le monde s'est retrouvé lundi après-midi devant l'antenne du rectorat dans le département. Les grévistes continuent leur mobilisation avec en perspective une soirée d'échanges avec les parents d'élèves et leurs collègues le jeudi soir et une nouvelle journée de grève la semaine suivante.

Correspondant LO

Aller à l'école... après avoir dormi dans la rue

En cette période de rentrée scolaire, une enquête menée par des associations montre que plus de 1 600 enfants dorment dans la rue en France, un nombre en augmentation depuis le début de l'année.

Le chiffre est d'ailleurs sous-évalué puisqu'il ne compte que les enfants dont les familles ont appelé le 115 et n'ont pas pu être hébergées faute de place. D'autres familles n'ont tout simplement pas pu joindre le 115, qui sonne dans le vide pendant des heures, faute de personnel pour répondre au téléphone. En ajoutant les familles vivant dans des campements de fortune ou celles hébergées

dans des hôtels sociaux, au moins 50 000 enfants ont des conditions de logement qui ne leur permettent pas d'avoir une scolarité normale. Certains n'ont pas de quoi se laver, font leurs devoirs sur un banc, dans la rue.

Pour d'autres familles, c'est l'achat des vêtements et des chaussures qui est un casse-tête. Le manque de nourriture, de chauffage l'hiver prochain, empêcheront beaucoup d'enfants de suivre leurs cours et de faire leurs devoirs dans de bonnes conditions.

L'éducation, un droit pour tous dans le cinquième pays le plus riche du monde? Certainement pas!

H. C.



Atsem : les invisibles se font voir

Lundi 5 septembre, les Atsem (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) étaient appelés à faire grève. Elles – car il s'agit de femmes à 99% selon la CGT – sont 57 000. Elles participent à l'intégration des jeunes enfants dans les écoles, un rôle indispensable mais épuisant et mal payé.

Les Atsem travaillent plus de 40 heures par semaine. Elles accueillent les parents, accompagnent les enfants à la cantine, les habituent à la sieste, les emmènent aux toilettes, changent les tout-petits, les consolent, soignent les bobos. Aux tâches de

nettoyage quotidien, s'ajoutent les grands nettoyages de fin d'année; tout cela déclenche en peu d'années des troubles musculo-squelettiques et vaut à certaines d'entre elles une mise à la retraite d'office pour invalidité dès la quarantaine, avec une pension

faible, comme le dénonce une des Atsem qui manifestaient devant la mairie de Saint-Étienne.

Officiellement intégrées à la communauté éducative, puisqu'elles préparent les ateliers pédagogiques et les sorties avec les enseignants, les Atsem n'ont ni le temps de se concerter avec eux, ni la paye. Comme beaucoup d'agents rétribués au bas de l'échelle de la fonction publique, elles n'atteignent que 1 700 à 1 800 euros

mensuels après trente ans de carrière.

Elles réclament donc, entre autres, une augmentation immédiate et mensuelle de 183 euros, montant de la prime Ségur que le gouvernement n'a pas jugé bon de leur accorder, une revalorisation générale de la grille des salaires indexée sur l'inflation, l'embauche, pour atteindre la présence d'une Atsem par classe et des remplacements immédiats. Les syndicats prévoient d'autres

mouvements en septembre, entre autres lors de la journée du jeudi 29.

Le ministère de la Fonction publique dit suivre leur mouvement « avec attention » et renvoie au prochain « chantier des carrières et rémunérations de la fonction publique ». Une façon de botter en touche qui ne trompe pas grand monde car de nombreuses Atsem disent leur colère d'être « des oubliées, des invisibles ».

Sylvie Maréchal

Korian - Poissy : la direction menace des tribunaux

Lundi 5 septembre, plus de 80 personnes se sont rassemblées devant l'Ehpad Korian de Poissy, dans les Yvelines, pour soutenir une aide-soignante avec dix-sept ans d'ancienneté que la direction centrale du groupe avait fait citer ce jour-là devant le tribunal correctionnel de Paris.

La plainte pour injure publique visait le fait que, dans une manifestation publique le 8 mars, journée d'action nationale dans les Ehpad, cette déléguée CGT avait porté un T-shirt moquant le slogan du groupe «*Le soin à cœur*», transformé en «*Le fric à cœur*», avec un doigt dressé vers le haut.

Ridicule ? Mais ce ridicule pourrait coûter jusqu'à 12 000 euros d'amende à une simple travailleuse au profit d'un des tout premiers groupes européens de maisons de retraite, qui compte

57 000 salariés, dont plus de 20 000 en France, et un chiffre d'affaires de 4,3 milliards d'euros en 2021.

C'est que, comme d'autres groupes capitalistes spécialisés dans l'«*orange*», et notamment son concurrent Orpea, Korian est critiqué pour son âpreté au gain, ses économies sur le dos des résidents et des salariés, dénoncés dans des articles de presse, des émissions de télévision, des protestations de salariés. Selon la presse, en juin dernier, trente plaintes ont été

déposées par des familles. L'action de Korian avait perdu 36 % en six mois.

Dans ces établissements, le prix de l'hébergement peut aller de 3 500 euros par mois (lit, repas, toilette, surveillance de la santé) à plus de 5 000, selon qu'on est seul dans sa chambre ou avec un autre résident, et selon les prestations comprises ou non dans le contrat, lavage sur place du linge personnel ou lavage par la famille, coiffeur, pédicure...

Côté personnel, outre les bas salaires et le manque de matériel, tel les lève-malades, il en manque partout. Poissy compte 65 salariés pour plus de 120 lits. La direction trouve cela suffisant et a supprimé un poste sur les quatre de chaque étage



de 32 lits, la salariée «*volante*» du rez-de-chaussée étant censée monter aider en cas d'absence. Le temps prévu pour la toilette est de 15 à 20 minutes, mais, comme partout, elle peut être beaucoup plus longue, vu le nombre de résidents en perte d'autonomie physique ou victimes de troubles cognitifs réclamant beaucoup plus de temps et d'attention.

La plainte de Korian, comme celles déposées contre deux autres militants ces derniers mois, a surtout pour but d'intimider le personnel, pour l'obliger

à subir ces conditions de travail et à se taire. Eh bien à Poissy, cela ne passe pas. Tous les salariés en poste le 5 septembre sont descendus à un moment ou à un autre en tenue de travail pour témoigner affectueusement de leur soutien. Une dizaine d'autres, en repos, s'étaient déplacés, en plus de militants d'autres Ehpad, d'hôpitaux, de l'usine PSA ou cheminots et habitants de la ville.

L'affaire sera jugée le 9 novembre. Et la mobilisation sera forte ce jour-là.

Correspondant LO



La Poste - Rennes : non aux suppressions de repos !

Lundi matin 5 septembre, à Rennes, la majorité des postiers des bureaux du Colombier et du Gast étaient massivement en grève à l'appel de la CGT SUD et FO. Dès 6 heures du matin, ils manifestaient à l'entrée du bureau.

Les nouveaux horaires inventés par la direction provoquent la suppression de 13 repos à l'année au Cedex, et de 23 repos pour les facteurs. Les conséquences

sont aussi financières car cela ajoute des déplacements domicile travail, alors même que le prix du carburant pèse déjà lourd dans le budget des travailleurs.

Lors de ce rassemblement, il était clair que les postiers avaient plaisir à se retrouver et à relever la tête tous ensemble. Les discussions entre grévistes portaient sur la nécessité de ne pas en rester là, et plusieurs d'entre eux envisagent déjà une suite à cette journée.

Correspondant LO

Cyberattaques : la faille qui rapporte

Depuis plusieurs mois, les cyberattaques contre des hôpitaux, des entreprises ou des sites web étatiques se multiplient. Les pirates profitent des protections sous-dimensionnées des réseaux.

Les hôpitaux sont des cibles privilégiées. Le centre hospitalier de Corbeil-Essonnes, au sud-est de Paris, a été attaqué le 21 août. Le 24 août, cela a été le tour de l'Ehpad de Beuzeville dans l'Eure. En 2021, 730 incidents ont été recensés dans le secteur de la santé, plus du double de l'année précédente. Mais il n'y a pas que les hôpitaux. Le 11 juillet, des données administratives du département d'Indre-et-Loire ont été volées et mises en vente sur internet. Des entreprises, de taille intermédiaire ou plus importante, comme Nexeya, Hemeria, qui travaillent

pour l'armée, ou encore Damart et La Poste Mobile, ont elles aussi été récemment attaquées.

L'une des techniques des pirates consiste à pénétrer le réseau informatique de leur cible, à y déposer un virus qui leur permet de télécharger les données internes et de bloquer le réseau en le cryptant. Les pirates promettent alors de transmettre les clés de décryptage après réception d'une rançon, une rançon que les hôpitaux et les entreprises payent rarement.

Les pirates sont-ils des criminels qui essaient ainsi de se faire des fortunes,

qui se vendent les virus les uns aux autres, ou des États qui se livrent là à une autre forme de guerre ? Depuis l'invasion de l'Ukraine en particulier, l'État russe est accusé d'être impliqué dans le nombre croissant de cyberattaques, mais en fait beaucoup d'États disposent d'équipes capables de telles cyberattaques, voire recrutent même les meilleurs des pirates.

Les conséquences dans les hôpitaux sont terribles. Tout étant informatisé, les informations personnelles et médicales sont perdues, le fonctionnement de l'hôpital est entravé pour des semaines, les hospitaliers devant reconstituer les dossiers et en revenir à la feuille de papier, ce qui n'est

pas sans risque pour les patients. Dans les entreprises, si certaines s'en sortent facilement, pour d'autres, c'est la paralysie totale, avec mise au chômage technique payé à 72 % du salaire net et menace de fermeture. Enfin, des données industrielles et surtout des données personnelles, celles des patients des hôpitaux ou celles des salariés des entreprises ou des usagers des services publics, peuvent être vendues sur internet. Selon le type d'information, les mots de passe, coordonnées bancaires, adresses mail, dossiers médicaux, peuvent rapporter gros.

Les pirates arrivent toujours à trouver une faille pour pénétrer un réseau dès qu'il est connecté à internet.

La seule façon de limiter les dégâts consiste à faire des archives sur des réseaux physiquement séparés et à embaucher des équipes spécialisées dans la lutte contre ce genre d'agression informatique. Les grandes entreprises font aussi travailler leurs salariés sur des réseaux coupés d'internet et se payent des assurances. Mais dans les hôpitaux et dans nombre d'entreprises petites ou de taille intermédiaire, les économies budgétaires ou la rentabilité à court terme poussent les directions à ne pas prendre de véritables précautions. Ce sont les patients, les usagers ou les salariés qui en font les frais.

Serge Benham

PSA – Poissy : non à l'exclusion du syndicat CGT historique par les bureaucrates de la Fédération des Métaux !

Depuis plus d'un an, les dirigeants de la Fédération CGT de la métallurgie s'attaquent aux militants CGT PSA de l'usine de Poissy pour essayer d'imposer leur politique, leurs décisions et leur direction.

Ces militants, qui ont su, dans le passé, forger leur syndicat face à un patron de combat, se faire estimer par l'ensemble des travailleurs, ne se laissent pas faire ni détourner de leur lutte contre la direction de PSA, en même temps que les militants CGT des autres usines.

L'opposition entre la Fédération et la CGT du groupe PSA est profonde et plus ancienne que cela. Elle réside dans la conception même du syndicalisme et de l'organisation des travailleurs. La Fédération se conçoit comme un appareil loin du contrôle des syndiqués, de la base. Elle veut être un interlocuteur privilégié, avocat officiel des travailleurs auprès des patrons et non un instrument de leurs luttes. Elle considère même que, pour remplir ce rôle dans les institutions et les salons des directions, pour être reconnue par les patrons, il est souhaitable de leur faire des propositions sur la meilleure façon de diriger les entreprises.

Démocratie syndicale ou décisions venues d'en haut ?

À l'opposé de cette politique, depuis des années, le groupe des syndicats CGT de PSA a comme principes la démocratie syndicale et le combat contre le patron. Ce sont les militants de base, ceux de l'atelier, qui décident et non des chefs auto-proclamés. Cela empêche la Fédération d'imposer par en haut ses ordres et sa discipline. Et ces syndicats CGT ont toujours refusé de collaborer avec le patronat ou de signer des accords en défaveur des travailleurs. Pour eux, leur activité doit être dirigée vers les travailleurs, pour mener la lutte contre l'exploitation. Et c'est cela que la Fédération veut détruire.

Pour les mêmes raisons, les dirigeants de la Fédération n'ont jamais accepté que Jean-Pierre Mercier ait

été élu délégué syndical central (DSC) de la CGT PSA. Ils mettent en avant le fait qu'il est porte-parole de Lutte ouvrière, mais ce n'est pas le refus de la politique en général qui les motive. La politique dont ils ne veulent pas est celle qui consiste à vouloir la démocratie ouvrière pour les travailleurs, à faire qu'ils soient maîtres dans leurs syndicats et dirigent démocratiquement leurs propres luttes. Car c'est seulement ainsi que les travailleurs peuvent devenir une force capable de faire reculer le patronat.

Alors quand, au printemps 2021, une poignée de militants au sein de la CGT Poissy se sont mis à critiquer la direction du syndicat, la Fédération en a profité pour s'en prendre à ce syndicat qui la dérange. La première manœuvre de ces bureaucrates a été de réclamer l'organisation d'un congrès. Loin d'en être gênée, la CGT de Poissy s'en est donné les moyens. Ce congrès a eu lieu avec succès dimanche matin 14 novembre, pour qu'aucun syndiqué ne soit empêché d'y participer à cause des samedis de travail obligatoires. 193 syndiqués, soit le double des fois précédentes, se sont réunis et ont réélu la direction du syndicat.

Afin de permettre la plus grande transparence, les secrétaires des autres syndicats CGT PSA ainsi que les responsables des structures CGT, dont ceux de la Fédération, étaient invités. Mais si les militants de PSA sont venus, aucun des responsables de la Fédération n'a fait le déplacement. En fait, ils ne voulaient pas d'un véritable congrès et d'une franche discussion devant les syndiqués, mais des tractations et des négociations pour imposer une nouvelle direction au syndicat, en dehors de la présence des syndiqués. Car les bureaucrates se moquent de la démocratie ouvrière comme de leur première signature.



Dans la manifestation de la Métallurgie, en novembre 2021.

Devant cet échec, et en violation complète des statuts de la CGT, la Fédération a alors fait le choix de la division en créant de toutes pièces une autre CGT concurrente dans l'usine. Cette décision irresponsable d'affaiblir les travailleurs face au patron a choqué. Au point que la pétition dénonçant cette division a recueilli 1085 signatures de syndiqués et de non-syndiqués.

Le patron, allié de la Fédération

Bien entendu, la Fédération a bénéficié du soutien inconditionnel de la direction de PSA dans ses attaques. En février dernier, le patron a retiré les mandats désignatifs des militants de la CGT... sur demande écrite de la Fédération. Depuis, il fait tout ce qu'il peut pour les empêcher de continuer à militer dans les ateliers.

En mai 2022, la Fédération a retiré à Jean-Pierre Mercier le mandat de DSC qu'il exerçait depuis huit ans et a voulu imposer un candidat de son choix. Une nouvelle fois, les syndicats du groupe ont refusé de se soumettre aux ordres de la direction de la Fédération. 85 % des 250 militants CGT du groupe ont rejeté cette désignation imposée d'en haut. Ils sont venus à 200 au siège de la Confédération, à Montreuil, pour exprimer leur désaccord.

Les militants CGT de PSA ont démontré qu'ils ne se laissent pas imposer des décisions sans protester et sans se battre. Sur la question des mandats comme

sur la question de la désignation imposée d'un DSC, ils ont donc saisi la justice, tout en sachant qu'elle préfère souvent condamner des travailleurs et des militants qu'admettre qu'ils ont raison face à des chefs, fussent-ils syndicaux. Et, en effet, le tribunal de Versailles a par deux fois donné raison aux responsables syndicaux de la Fédération.

Malgré tout, les militants CGT du groupe ne cessent pas de militer, de combattre et ils ont fait la démonstration à la direction de PSA et à la Fédération qu'ils ne sont pas prêts à obéir. Ceux de Poissy, avec ou sans mandat, ont réussi dernièrement à organiser une mobilisation pour imposer à la direction que le samedi 9 juillet ne soit pas travaillé, un vrai succès dans l'usine.

Face à des militants qui refusent de baisser la tête et qui continuent légitimement de se réclamer de la CGT, la Fédération a maintenant attaqué en justice seize militants pour leur interdire de se réclamer de la CGT, sous peine de 1 000 euros d'astreinte par

« infraction » constatée. Elle a utilisé les services d'huissiers qui se sont présentés au domicile des militants en question pour les assigner en justice. L'audience aura lieu le 20 octobre. Se servir de méthodes de patron pour tenter de faire taire ces militants ne gêne pas la Fédération. Mais elle se trompe lourdement si elle croit pouvoir arriver ainsi à ses fins !

Ce conflit entre les bureaucrates syndicaux et les militants CGT de PSA n'est pas fini. La Fédération pourra peut-être obtenir d'un juge l'exclusion de ces militants, mais elle ne pourra pas les empêcher de militer. La vraie reconnaissance, celle qui compte, ce n'est pas celle d'un tribunal ou celle des fédéraux de Montreuil, mais celle des travailleurs. Car un vrai syndicat n'est pas une étiquette, ce sont des travailleuses et des travailleurs en chair et en os, qui choisissent de lutter contre l'exploitation et pour cela de s'organiser en regroupant dans ce but le maximum de travailleurs conscients.

Correspondant LO

- Signez la pétition en ligne : <https://www.change.org/p/contre-l-exclusion-de-la-cgt-du-syndicat-cgt-psa-poissy-et-de-jean-pierre-mercier>
- Un débat sur la politique des bureaucraties syndicales contre les militants de la CGT Poissy aura lieu dans le stand Lutte ouvrière à la fête de l'Humanité, samedi 10 septembre à 17 heures. Avec Jean-Pierre Mercier et Nathalie Arthaud.
- Un rassemblement de soutien aux militants de la CGT Poissy aura lieu le 20 octobre devant le tribunal de Bobigny.

Aéroport de Roissy: un été chaud

À l'aéroport de Roissy, les patrons ont profité du Covid pour organiser le travail à leur guise. Et, cet été, c'était le pompon.

Côté horaires, plus de règles ! Ils ont laissé faire des vacances de plus de 10 heures dans la sûreté, avec des plannings qui finissaient par totaliser plus de 200 heures dans le mois dans différents secteurs, voire chez les loueurs de voitures, des doubles vacances. Il y a eu souvent des heures supplémentaires, parfois non payées. En revanche, chez City One par exemple, les patrons se sont débrouillés pour éviter les heures supplémentaires, avec des journées de 10 ou 11 heures certains jours mais des horaires réduits les autres pour ne pas dépasser la limite et ne rien payer en plus.

À cause du manque d'effectifs, le personnel a subi des pressions. Les ruschs ont

généralisé des queues, avec des insultes de passagers excédés, qui en sont parfois même venus aux mains. Du côté de la hiérarchie, c'étaient des pauses non accordées ou des menaces de sanction pour des salariés accusés de ne pas être assez «vigilants.» Et, canicule ou non, il faisait plus de 30° en permanence dans les passerelles qui mènent aux avions, tandis que, sur la piste, certains travailleurs se sont trouvés mal.

Même si le trafic est quasiment revenu au niveau d'avant la crise du Covid, des patrons utilisent encore le chômage partiel pour toucher les aides de l'État, recourant à de l'intérim ou à des CDD pour compléter. D'autres jouent sur les horaires et veulent des salariés



à disposition, comme si, quand on travaille, on ne devait plus avoir de vie.

Ainsi, dans tous les secteurs de l'aéroport, les patrons sont à l'offensive. Mais s'il y a davantage de travail, que les patrons embauchent ! Les prochaines journées de mobilisation prévues doivent permettre aux salariés de réagir.

Correspondant LO

Laurent Retread - Avallon: un patron "autrement neuf"

Nos correspondants locaux de la région Bourgogne ont reçu un courrier du directeur des usines Laurent Retread à Avallon (groupe Michelin).

La distribution du bulletin quinzomadaire Lutte ouvrière, à partir du trottoir longeant le garage à vélos face à l'usine, provoque en effet ses plaintes.

Les camarades publiant ce bulletin nous ont fait part de l'article réponse qu'ils ont publié dans le dernier numéro, dans cette usine qui produit des pneus rechapés et dont le slogan publicitaire est «Des pneus autrement neufs»:

«Il semblerait qu'on ait enfin trouvé un patron qui se préoccupe réellement de la santé physique et mentale de ses salariés. En effet, dans une lettre du 1^{er} juillet qui nous est adressée,

le directeur du personnel, M. Kromel, a eu l'air sincèrement inquiet. À son avis, la lecture du tract que nous distribuons met les salariés en danger de mort.

D'après lui, «certains salariés» ont été «distraits par les manifestations» de nos camarades, au point d'avoir «omis d'utiliser le bouton permettant aux feux tricolores de passer au vert pour les piétons», voire même «ont traversé la route alors que le feu était rouge pour les piétons, et ce parfois même en lisant les tracts».

Ne trouvant pas de solution à ce problème grave, et faisant appel à notre «sens des responsabilités»,

le directeur du personnel s'est résolu à nous proposer de «ne plus procéder à des distributions de tracts (...) ayant pour effet de mettre en danger nos salariés.»

M. Kromel serait-il disposé, dans sa grande bienveillance, à nous laisser distribuer nos tracts là où, d'après lui, les salariés sont le plus en sécurité: dans les ateliers?

PS: Encore que travailler dans les ateliers de Laurent Retread ne soit pas une garantie de sécurité comme en attestent l'accident qui a failli coûter son bras à un ouvrier et aussi les tendinites, problèmes de dos ou les poumons pleins de poussières de caoutchouc.»

Correspondant LO

Arc France: la rentrée des attaques patronales

À l'usine Arc, dans le Pas-de-Calais, qui produit de la vaisselle et compte plus de 5 000 salariés, la direction du groupe a annoncé en juillet que tout allait pour le mieux pour la verrerie: les carnets de commandes étaient pleins et l'usine produisait à plein régime.

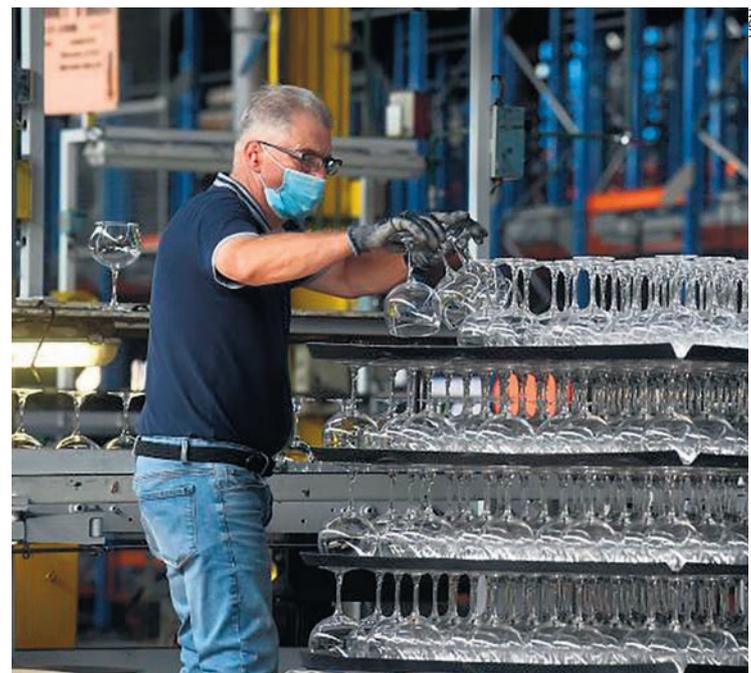
Mais voilà que, maintenant, la direction annonce de fortes baisses des commandes et que l'augmentation des prix de l'énergie ferait perdre de l'argent à l'entreprise. Le but est de faire accepter aux travailleurs un nouveau plan de chômage partiel pour les quatre prochains mois.

Avec deux jours de chômage dans la semaine, 1 600 travailleurs subiraient des pertes de salaires. Dans le même temps, la direction s'apprête à licencier des centaines de travailleurs intérimaires.

Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter ainsi de nouveaux sacrifices. Génération après génération, les ouvriers ont enrichi, hier la famille Durand, aujourd'hui les riches actionnaires américains.

Un contrôle des travailleurs serait plus que jamais nécessaire sur les comptes de l'entreprise mais aussi sur les fortunes privées des patrons. On verrait alors qu'il y a de l'argent pour maintenir et augmenter les salaires mais aussi pour embaucher massivement!

Correspondant LO



Idelis - Pau: les conducteurs en ont assez!

Les conducteurs d'Idelis, le service de transport collectif de la ville de Pau, ont choisi le jeudi 1^{er} septembre pour exprimer leur colère contre les attaques de leur direction. Avec la suppression de la pause de 20 minutes dans la journée, le travail est plus épuisant et plus dangereux.

Les travailleurs grévistes dénoncent également l'inégalité qui s'est créée entre les anciens et les nouveaux embauchés, dont le salaire est de 300 à 400 euros inférieur, avec deux semaines de congés

en moins, pour le même travail. Pour eux, il n'est pas étonnant qu'à ces conditions, on ne se bouscule pas au portillon pour se faire embaucher, alors qu'il y aurait pourtant besoin de monde pour se répartir le travail!

Ils étaient nombreux le jeudi 1^{er} septembre sur le picket de grève devant le dépôt de bus, l'ambiance était chaleureuse et les discussions animées. Pour faire reculer leur direction, ils ne comptent pas en rester à cette seule journée.

Correspondant LO

Intérim: recruter n'est pas embaucher

Un bus de l'agence d'intérim Synergie fait la tournée des centres commerciaux et des marchés du Valenciennois, en principe pour trouver des intérimaires qui accepteraient de venir travailler dans les usines

Stellantis et Toyota. Et toute une propagande explique qu'il n'est pas facile de recruter en ce moment...

Mais justement, les patrons ne veulent pas embaucher vraiment. Ils veulent du personnel

précaire qu'ils pourront prendre et jeter à leur guise. Comme, en plus, ils veulent le payer le moins possible et l'exploiter au maximum, ils se plaignent et traitent les jeunes de fainéants.

Correspondant LO

Deliveroo : exploitation des travailleurs et vol de l'Urssaf

La société Deliveroo, dont les coursiers livrent à vélo des repas à domicile, a été condamnée le 1^{er} septembre à verser 9,6 millions d'euros d'arriérés de cotisations à l'Urssaf. C'est la conséquence financière d'un jugement, rendu en avril 2022, la condamnant pour travail dissimulé.

Deliveroo oblige ses livreurs à se déclarer auto-entrepreneurs. Ils n'ont à ce titre pas droit aux congés payés, ni à une couverture santé ou aux allocations chômage. Lors du procès, les livreurs avaient réussi à prouver qu'ils avaient les mêmes contraintes qu'un salarié

sans en avoir les quelques protections. Ils avaient démontré que loin de jouir de la moindre liberté, ils ne pouvaient choisir leurs courses et étaient entièrement soumis à leur employeur, qui les obligeait à multiplier les trajets en prenant tous les risques pour tenir les délais.

Devant l'abondance des preuves apportées, Deliveroo avait en vain essayé de se dédouaner en affirmant que ses méthodes avaient changé depuis la période de 2015 à 2017 concernée par la plainte. Cela n'avait pas convaincu le tribunal qui avait obligé la société à verser des dommages et intérêts aux livreurs et avait condamné deux de ses dirigeants à un an de prison avec sursis et 30 000 euros d'amende.

De fait, si quelque chose a changé chez Deliveroo,

c'est en pire. À l'occasion de l'entrée en Bourse de la société en mars 2021, les livreurs avaient organisé des rassemblements dans toute l'Europe pour dénoncer leurs conditions de travail. À Toulouse, ils criaient : « On travaille toujours plus vite, plus loin, mais pour gagner moins. » L'un d'eux témoignait : « Quand j'ai commencé en 2017, je gagnais entre 1 200 et 1 400 euros pour 45 heures de travail par semaine. Maintenant, pour conserver cette même

rémunération, je dois pédaler plus de 60 heures. »

Malgré leur dispersion et le caractère individuel de leur travail, les livreurs de Deliveroo comme ceux d'autres plateformes ont su s'organiser. Certains ont obtenu la requalification de leur contrat en CDI ou fait condamner la société. Ils résistent à la division que Deliveroo tente de susciter entre eux et n'entendent pas être taillables et corvéables à merci. Leur combat continue.

Daniel Mescla

Europe-assistance – Saint-Denis : en grève pour les salaires

Mercredi 31 août et vendredi 2 septembre, des employés du plateau médical d'Europe-assistance ont débrayé deux heures pour exiger 10% d'augmentation de salaire et une prime de 2 000 euros pour tous.

Europe-assistance fait partie du groupe Generali, dont les bénéfices semestriels s'élèvent aujourd'hui à 3,14 milliards d'euros, en hausse de 4,8%. Le site principal se situe à Saint-Denis et compte près de 5 000 personnes. Quant au plateau médical d'Europe-assistance, il ne compte que 80 embauchés en CDI et environ 70 saisonniers, tous très mal payés.

En juillet dernier, ceux-ci

ont lancé une pétition qui a recueilli 65 signatures parmi les embauchés et ils sont allés réclamer des augmentations. La direction leur a opposé un refus méprisant, leur disant que s'ils avaient l'impression de ne pas pouvoir subvenir à leurs dépenses, c'est surtout parce qu'ils ne savaient pas lire leur fiche de paie.

Pourtant les salaires sont scandaleusement bas : une chargée d'assistance

trilingue, qui organise des rapatriements sanitaires et accompagne des familles en détresse partout dans le monde, ne gagne que neuf euros de plus que le smic brut. À ces petits salaires s'ajoutent une pression quotidienne liée à un sous-effectif chronique et des remarques incessantes de la hiérarchie qui en demande toujours davantage. Elle n'est pas la dernière à culpabiliser les salariés qui ne parviennent pas à effectuer des rapatriements du fait du sous-effectif ou de logiciels obsolètes qui ne permettent pas de scanner les documents nécessaires.

Les grévistes ont organisé un piquet dynamique aussi bien le mercredi que le vendredi pour s'adresser à tous les salariés d'Europe-assistance et de Gene-

rali, avec l'idée d'étendre le mouvement en proposant une journée de grève. Ils sont en tout cas bien décidés à ne pas en rester là.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Russie-Ukraine : la guerre s'installe dans la durée

Le président Biden vient de demander au Congrès américain qu'il accorde une nouvelle aide d'urgence de 13,7 milliards de dollars à l'Ukraine. Commentant la nouvelle, le quotidien ukrainien *Den* estime que « Kiev pourra ainsi continuer à se défendre » contre l'armée russe « dans une perspective de long terme ».

Car cette somme équivaut pratiquement à tout ce que Washington a déjà versé à Kiev depuis six mois que Poutine a lancé ses troupes sur l'Ukraine. Bien placé pour le savoir, Biden a donc pu dire récemment que le conflit entre la Russie et l'Ukraine allait durer. Une idée que reprennent ses généraux et ses alliés européens.

Le gouvernement américain a pris des mesures

en ce sens. Il a notamment réduit ce qu'il prélevait sur ses stocks d'armes pour approvisionner l'armée de Zelensky, auquel il demande de passer commande directement aux industriels américains de l'armement.

Car on n'en est plus à l'époque où, pour entraîner leur opinion publique sur ce terrain, Washington et ses alliés présentaient l'Ukraine comme ne pouvant se

défendre sans qu'on lui donne des armes. L'OTAN et les États-Unis annoncent crûment qu'il ne s'agit plus de sauver l'Ukraine pour protéger la paix, comme ils le prétendaient au début, mais d'installer ce conflit dans la durée.

Ces guerres qui durent

Ainsi le système de domination du monde par l'impérialisme s'accommode d'un conflit israélo-palestinien qui dure depuis trois quarts de siècle sans aucune perspective de règlement. L'impérialisme arme Israël pour qu'il fasse régner son ordre dans la région, ce qui présente aussi l'avantage pour les dirigeants américains de ne pas avoir à assumer devant l'opinion un lourd bilan de « boys » tués et blessés au combat, comme lors de la guerre du Vietnam.

En attaquant l'Ukraine en février dernier, Poutine escomptait sans doute un effondrement rapide du régime de Zelensky. Non seulement il s'est lourdement trompé, mais il a fourni à l'occasion aux puissances occidentales, États-Unis en tête, d'enfoncer la Russie dans un conflit sans issue. Et dans cette guerre que l'Occident impérialiste conçoit comme une occasion d'affaiblir militairement et économiquement la Russie, celui-ci se bat avec la peau des autres, car ceux qui tombent sont des

Ukrainiens (et des Russes), pas des GI's, ni des soldats ouest-européens.

Rivalités impérialistes et militarisation

Certes, le président ukrainien dit qu'il « faut que l'Union européenne poursuive ses livraisons d'armes ». Outre étoffer son arsenal, cherche-t-il à ne pas se retrouver seul face à son principal bailleur d'armes et premier producteur mondial en ce domaine, les États-Unis? Force est de constater que Washington veut obliger Kiev à emprunter auprès de ses banques pour acheter des équipements militaires à ses fabricants et marchands d'armes.

C'est la rançon de la dépendance militaire, financière et politique de Kiev à l'égard de Washington, qui a débuté bien avant cette guerre. Et quel que soit le talent de communicant de Zelensky, cet acteur devenu président que des oligarques ukrainiens avaient propulsé sur le devant de la scène en 2019, il est devenu l'instrument de la politique américaine dans cette région de l'Europe.

Le fait que l'Union européenne (UE) vienne de débloquent une tranche d'aide à l'Ukraine n'y change rien. Cette guerre sert à l'Occident pour affaiblir la Russie, en tant que grande puissance, mais pas seulement. Elle

fournit aussi aux États-Unis l'occasion et les moyens d'affaiblir leurs alliés mais aussi concurrents européens dans un cadre de crise. Les sanctions contre la Russie affectent aussi l'Europe, et notamment l'Allemagne dont l'industrie, dépendante du gaz russe, est le moteur économique. Outre affaiblir l'économie européenne, cela permet aux États-Unis de lui vendre davantage de pétrole et de gaz liquéfié. À côté d'une UE tiraillée entre des intérêts d'États rivaux, l'État américain apparaît aux voisins immédiats de la Russie comme un rempart et un fournisseur d'armes sûr face au Kremlin.

Dans un contexte où les budgets militaires des États explosent partout, la guerre en Ukraine a donné un énorme coup d'accélérateur aux affaires des industriels de l'armement, et à leurs profits, aux États-Unis, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, etc. Cela s'accompagne d'une militarisation croissante des États, d'une volonté de mettre au pas les populations, venant de tous les gouvernements. On voit combien, sur fond d'une crise mondiale qui s'aggrave, le capitalisme est indissociable de la guerre. L'humanité ne pourra éviter une nouvelle généralisation des conflits qu'en renversant ce système.

Pierre Laffitte



Irak : l'impasse de la crise politique

En Irak, à plusieurs reprises depuis fin juillet, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue à Bagdad autour de la zone verte, l'enclave très sécurisée créée durant l'occupation américaine qui abrite ambassades et ministères, mais aussi dans les villes du sud du pays.

Deux coalitions chiites sont en concurrence pour le pouvoir : le « Cadre de coordination », qui englobe notamment d'anciens paramilitaires et l'ex-Premier ministre Nouri al-Maliki, d'un côté, et le mouvement conduit par le religieux Moqtada al-Sadr de l'autre. Chacune des parties cherche à mobiliser ses soutiens dans les classes populaires, et ses milices, dans une épreuve de force qui déstabilise encore un peu plus le pays. Pour tenter d'en sortir vainqueur, Moqtada al-Sadr a appelé ses troupes à envahir le Parlement à Bagdad par deux fois le 27 et le 31 juillet. Le 29 août,

des affrontements ont fait trente morts et 600 blessés.

Il s'agit d'un énième épisode de la crise politique qui secoue le pays sur fond de détérioration de la situation économique. Celle-ci continue, depuis des années, du fait des guerres successives déclenchées par l'impérialisme américain, de la déstabilisation qu'elles ont entraînée, avec l'émergence de diverses milices, sans oublier la corruption du régime en place. Ceux qui ont quarante ou cinquante ans aujourd'hui ont connu la première guerre du Golfe en 1991, déclenchée par les États-Unis avec le soutien de nombreux pays dont la

France, l'embargo qui a suivi, une deuxième guerre en 2003, neuf années d'occupation américaine, puis l'incurie d'un pouvoir fantoche. Et les plus jeunes n'ont connu que les milices et le chômage. Dans le sud du pays, le problème de l'eau entraîne une situation dramatique. Des milliers d'Irakiens ne parviennent plus à se soigner, ni même à se nourrir.

C'est durant l'occupation américaine de 2003 à 2009, en s'appuyant sur la haine suscitée par celle-ci, que Moqtada al-Sadr a réussi à organiser des centaines de milliers d'Irakiens des classes pauvres de Bagdad dans une puissante milice. Son parti est alors apparu comme celui des millions d'habitants des faubourgs populaires de Bagdad et du sud du pays, dont beaucoup étaient en révolte, déjà, contre la dégradation



Manifestants pro-Moqtada al-Sadr dans la zone verte de Bagdad le 30 août.

de leurs conditions de vie. Moqtada al-Sadr semble toujours disposer aujourd'hui d'un important soutien populaire. En octobre 2021, son mouvement avait gagné les élections législatives qui faisaient suite à un mouvement de révolte de la population contre la corruption, la misère, le chômage. Malgré sa

participation au pouvoir au sein de plusieurs coalitions, il en a récolté les fruits politiques. Il voudrait garder ce soutien populaire le plus longtemps possible, mais la voie de l'affrontement entre milices qui tentent d'accaparer le pouvoir mène les masses dans une impasse.

Aline Retesse